

SEANCES DU MARDI 25 MARS 1986
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 25 MAART 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 678.

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois d'avril, mai et juin.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. Desmarets, rapporteur, de Clippele, Basecq, De Smeyter, de Wasseige, A. Geens, M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan, p. 678.

Discussion et vote des articles, p. 687.

ORDRE DES TRAVAUX :

Page 692.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 678.

ONTWERP VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1986 en die bestemd zijn om tijdens de maanden april, mei en juni de werking van de openbare diensten te waarborgen.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : de heren Desmarets, rapporteur, de Clippele, Basecq, De Smeyter, de Wasseige, A. Geens, de heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan, blz. 678.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 687.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN :

Bladzijde 692.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.

De vergadering wordt geopend te 10 u. 5 m.

CONGES — VERLOF

M. Anciaux demande un congé pour raison de santé.

Vraagt verlof : de heer Anciaux, wegens gezondheidsredenen.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

M. Cooreman, en raison d'un deuil familial, demande d'excuser son absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering : de heer Cooreman, wegens familierouw.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI OUVRANT DE NOUVEAUX CREDITS PROVISOIRES A VALOIR SUR LES BUDGETS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986 ET DESTINES A ASSURER LA MARCHE DES SERVICES PUBLICS DURANT LES MOIS D'AVRIL, MAI ET JUIN

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET WAARBIJ NIEUWE VOORLOPIGE KREDIETEN WORDEN GEOPEND WELKE IN MINDERING KOMEN VAN DE BEGROTINGEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986 EN DIE BESTEMD ZIJN OM TIJDENS DE MAANDEN APRIL, MEI EN JUNI DE WERKING VAN DE OPENBARE DIENSTEN TE WAARBORGEN

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1986.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur pour un rapport verbal.

M. Desmarests, rapporteur. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, j'ai été chargé par la commission des Finances de vous présenter un rapport verbal sur les travaux de celle-ci. Comme vous le savez, le sujet qui nous occupe est l'octroi de trois douzièmes provisoires, de manière à permettre la continuité des services publics jusqu'à fin juin.

Le gouvernement, dans sa présentation par la voix du ministre des Finances, M. Eyskens, a invoqué, comme il l'avait fait à la Chambre, les retards dus à la préparation du budget des Voies et Moyens et des différents budgets des départements.

Ainsi que l'a rappelé hier le Premier ministre à cette même tribune, il semble que le gouvernement ne sera prêt à présenter son premier budget qu'au début du mois de mai, c'est-à-dire à la suite des travaux qu'il effectuera après avoir obtenu les pouvoirs spéciaux. Il ne pourra présenter l'exposé des motifs et le budget des Voies et Moyens qu'à cette époque.

En conséquence, les budgets des différents départements prendront également du retard et le gouvernement demande donc trois douzièmes provisoires jusqu'à la fin du mois de juin. Je formule l'espoir que nous aurons, à ce moment, l'occasion de voter lesdits budgets.

Je me dois d'ajouter immédiatement que la commission, qu'il s'agisse des membres de l'opposition ou de ceux de la majorité, exprime beaucoup de scepticisme à cet égard. D'aucuns n'ont pas hésité à prédire que nous devrions obtenir trois, voire quatre douzièmes supplémentaires pour les budgets de certains départements qui ne pourraient pas être votés avant les vacances parlementaires. Tout cela risquerait de nous mener au mois d'octobre.

D'une manière plus générale — et j'espère que je traduis bien ici l'esprit des travaux de la commission —, je dirai que dans l'ensemble, les membres de celle-ci, tant du côté de la majorité que de l'opposition, ont vivement regretté ces retards qui, ajoutés aux pouvoirs spéciaux, ont pour conséquence d'énervier plus encore le contrôle parlementaire.

En ce qui concerne les recettes, nous sommes toujours dans l'incertitude; quant aux dépenses, les engagements se font de manière importante. Certains membres ont notamment posé la question de savoir si,

par ce fait, le contrôle parlementaire n'était pas réduit à peu de chose. M. Aubeccq, notamment, a posé le problème de la transparence des dépenses et du fait que la spécialité de celles-ci n'était pas respectée dans la mesure où les crédits provisoires demandés portent sur l'ensemble du budget du département et non sur chacun des postes de celui-ci.

D'autres membres ont d'ailleurs souligné que le projet, dans sa forme actuelle, permet d'engager environ 60 p.c. et non pas 50 p.c. du total. Il va même plus loin, puisqu'en matière de dette publique, par exemple, c'est la réalité des chiffres et non pas les chiffres de l'année dernière qui servent de critère. Nous pourrions atteindre 79,6 p.c. pour le budget de la dette publique. D'autres exemples furent également cités : celui de la coopération au développement dont le budget est engagé pour 78 p.c. et celui des affaires économiques pour 65 p.c.

Un certain mécontentement s'est manifesté au sein de la commission quant à ce genre de situation et aux inconvénients qu'elle entraîne, notamment au niveau du contrôle parlementaire.

Une série de questions plus particulières ont alors été posées par différents membres, en particulier au sujet du budget d'investissement. En effet, les crédits d'engagement sont libérés à concurrence de 80 p.c., alors que les autorisations d'engagement ne le sont qu'à concurrence de 40 p.c. Au nom du gouvernement, le ministre du Budget et le ministre des Finances ont répondu que le gouvernement entendait limiter les engagements nécessaires, de manière à garder la maîtrise du budget.

Des questions ont été posées à propos du dernier emprunt. Je me contenterai de les mentionner, M. de Wasseige y ayant fait allusion lors de son intervention à la tribune.

Le problème des reports de budget a été abordé. Certains membres se sont demandé si l'on avait reporté tous les crédits de 1985 à 1986.

Le ministre du Budget a répondu par la négative en précisant qu'au contraire, il avait été décidé en Conseil des ministres d'annuler tous ces reports, sauf pour quelques postes comme l'Ure ou la bureaucratie, secteurs pour lesquels des décisions avaient été prises le 20 décembre. Par contre, des arrêtés royaux seront pris en cas de nécessité, comme au département de la Défense nationale, par exemple, afin d'assurer l'annulation effective des crédits de 1985.

En conclusion, la commission a vivement regretté les différents retards et a pressé le gouvernement de présenter le plus tôt possible le budget des départements et celui des Voies et Moyens. Le ministre du Budget et le ministre des Finances ont indiqué que le gouvernement déposerait le budget des Voies et Moyens dès le mois de mai et, ensuite, successivement, le budget des divers départements.

La commission a adopté les articles et l'ensemble du projet par treize voix contre sept. Il est bien entendu que ce rapport verbal, forcément succinct, sera complété par un rapport écrit, plus exhaustif, qui sera transmis à l'ensemble des membres de cet assemblée. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, gouverner, c'est prévoir et une des tâches principales du gouvernement, c'est de déposer les budgets en temps utile, soit, plus précisément, au mois de septembre ou d'octobre de l'année qui précède la perception des recettes et l'affectation des dépenses, sauf cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Je peux comprendre que, pour les mois de janvier, février et mars, il y ait une demande de crédits provisoires, puisque les élections du 13 octobre 1985 constituaient un cas de force majeure. Mais je suis surpris qu'on fasse la même demande pour les mois d'avril, mai et juin.

Vous me direz évidemment que, ces dernières années, plusieurs gouvernements ont recouru à cette pratique.

De deux choses l'une, ou bien il faut modifier la loi budgétaire ou, au contraire, la respecter.

Si, dans le passé, le fait de recourir aux crédits provisoires n'avait pas une très grande importance — c'était, en fait, un manquement à un certain formalisme — depuis quelque temps au contraire, ce recours pose un problème vraiment crucial puisque le budget est, à chaque reprise, déposé avec un déficit considérable.

Le rapport de la Banque Nationale estime — ce sont ses termes approximatifs — qu'il est intolérable qu'il y ait une répétition tolérée de budgets en déficit. Finalement, par un effet de boule de neige, cela crée au niveau des pouvoirs publics une certaine habitude, voire un mécanisme qui devient irréversible.

C'est ainsi que depuis 1970 — on connaissait certes des déficits auparavant, mais peu importants — ces déficits se sont fortement aggravés; plus spécialement entre 1979 et 1981, la dette publique a doublé, comme ce fut le cas à nouveau entre 1921 et 1985.

Si un déficit peut se justifier dans le cadre d'une politique anti-cyclique ou structurelle, le déséquilibre ne peut être que temporaire et le gouvernement se doit de prendre les mesures adéquates pour y mettre fin. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

Ces déficits cumulés sont à la base de la hausse des taux d'intérêt, hausse injustifiable et vraiment néfaste non seulement pour les entreprises et l'économie, mais également pour les particuliers, notamment ceux qui désirent construire. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le gouvernement s'est vu contraint de maintenir à 6 p.c. le taux de la TVA sur la construction.

Par rapport aux autres pays d'Europe, la Belgique accuse le déficit le plus important. En effet, il n'est en moyenne, dans les pays voisins, que de 5 p.c. par rapport au PNB alors qu'en Belgique, il atteint 12 p.c. Même en Italie, où le déficit est chronique, le montant de la dette totale est inférieur au nôtre.

Aux Etats-Unis, alors que le déficit n'y est que de 5 p.c., trois sénateurs, Gram, Rudman et Hollings, ont pris l'initiative de faire voter une loi prévoyant, lorsqu'il y a déficit, de diminuer de façon linéaire, de 5 ou de 10 p.c., la totalité des dépenses engagées par les départements ministériels.

Notre dette totale a dépassé, depuis quelques semaines, les 5 000 milliards. Cela signifie que chaque Belge, a donc une dette de 500 000 francs. Le montant de la dette excède le produit national brut qui représente l'ensemble des revenus des entreprises et des particuliers.

La charge totale résultant des intérêts de la dette atteignant un montant de 493 milliards, pour y faire face le tiers des recettes fiscales est nécessaire.

En terminant, monsieur le ministre, je vous demande quand vous comptez déposer le budget des Voies et Moyens, non seulement pour l'année 1986 mais, comme nous sommes déjà au mois de mars, également pour l'exercice 1987.

Mon groupe votera ces crédits provisoires, mais je veux néanmoins vous dire qu'en ce qui me concerne, si vous deviez y recourir une troisième fois, je résisterais mon vote.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik maak van deze gelegenheid gebruik om u een vraag te stellen. Twee jaar geleden heb ik een parlementaire vraag gesteld aan de Eerste minister betreffende het Rekenhof. Dit had namelijk vastgesteld dat een groot aantal vragen, die het aan verschillende ministeriële departementen had gesteld, niet werden beantwoord.

Twee maanden geleden heb ik het Rekenhof een lijst gevraagd van de vragen waarop nog geen antwoord werd verstrekt. Daaruit blijkt dat alleen al het ministerie van Financiën voor 1985 56 vragen onbeantwoord heeft gelaten, waaronder 17 gedurende het vierde trimester van vorig jaar.

Hoe is het mogelijk dat geen antwoord wordt gegeven op de vragen van het Rekenhof?

De heer Chabert. — U moet die vraag niet aan de minister van Begroting stellen.

De heer de Clippele. — Tijdens de commissievergadering heb ik de vraag gesteld aan minister Eyskens die mij beloofd had te antwoorden in de openbare vergadering. Vermits hij echter niet aanwezig is, vraag ik de minister van Begroting mij een antwoord te geven.

Ik leg er de nadruk op dat het Rekenhof een instelling is die opgericht werd om het Parlement te helpen bij de controle van de uitgaven. Wanneer echter niet wordt geantwoord op de vragen van het Rekenhof, kan het zijn taak niet naar behoren vervullen. Dit is ook één van de redenen waarom het boek van het Rekenhof zo laat tijdig verschijnt, wat de controletaak van het Parlement aanzienlijk moeilijker maakt. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, je souhaite avant tout remercier M. Desmaretz de son rapport, succinct certes, mais reflétant bien les discussions qui ont eu lieu en commission des Finances, et je l'en félicite.

Le dépôt d'un projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour le second trimestre de l'année 1986 soulève bon nombre de questions, que ce soit sur le plan de la procédure, à propos de l'état d'avancement de l'élaboration du budget 1986 ou encore quant à l'évolution de la situation financière, déjà tellement dramatique, de notre pays. J'ose espérer que le gouvernement ne se dérobera pas à ces questions, ainsi qu'il l'a trop souvent fait ces derniers mois.

Que ce soit sous le gouvernement Martens V ou sous l'actuelle coalition social-chrétienne - libérale, le recours aux crédits provisoires tend à devenir une pratique tout à fait courante, quoique abusive et dangereuse sous sa forme actuelle.

A force d'être répétées au fil des années, les critiques formulées à l'égard du système des crédits provisoires commencent à être bien connues.

Il s'agit, en effet, d'un procédé qui empiète sur les prérogatives du Parlement et réduit à néant le droit de contrôle du législatif sur la gestion de l'exécutif. Le vote de crédits provisoires consiste à faire aveuglément confiance au gouvernement sur l'ensemble du budget. Ce vote empêche la libre contestation du gouvernement, rend illusoire le principe du contrôle de sa responsabilité, le Parlement n'ayant plus à posteriori qu'un droit de remontrance, ce qui est contraire à l'esprit de la Constitution. Non seulement l'octroi de crédits provisoires est contraire aux principes de la spécialité budgétaire mais, les crédits alloués par cette procédure abusive n'étant pas spécifiés, les élus de la nation sont placés dans l'impossibilité totale de contrôler leur bonne utilisation alors qu'ils devraient en fait pouvoir s'y consacrer jour-nellement; c'est une de leurs tâches primordiales.

Ainsi donc, en sollicitant et en obtenant des pouvoirs spéciaux de sa majorité, le gouvernement contraint le Parlement à renoncer à sa compétence législative et, par le retard apporté au dépôt du budget des Voies et Moyens et du budget des dépenses de tous les départements ministériels, le gouvernement oblige le Parlement à abandonner sa compétence en matière budgétaire. Pour nous, socialistes, il est inadmissible que le gouvernement puisse ainsi court-circuiter impunément le Parlement.

Par ailleurs, nous sommes en droit de réclamer des comptes au gouvernement. Nous nous demandons quelles sont les véritables raisons qui justifient le non-respect du prescrit légal en ce qui concerne le dépôt du budget des recettes et des budgets de dépenses des différents départements ministériels pour l'exercice 1986. Il est urgent que le gouvernement s'explique à ce propos.

Nous admettons que des crédits provisoires soient accordés afin de permettre le bon fonctionnement de l'Etat pendant les trois premiers mois de l'année. Mais il est malsain d'octroyer six mois de crédits provisoires, en sachant que le budget des Voies et Moyens n'est pas déposé et qu'il ne le sera peut-être pas avant le mois de mai. Le gouvernement ne doit pas prétendre devant la Haute Assemblée que les élections législatives du 13 octobre dernier justifient un certain retard. Un gouvernement digne de ce nom ne peut se permettre de devoir solliciter l'ouverture de crédits provisoires qui vont amener plus de 1 100 milliards de crédits d'engagement, par rapport à un budget de recettes estimé — sans doute très approximativement — à environ 1 450 milliards.

Les crédits provisoires demandés nuisent incontestablement à la transparence des finances publiques et, dans la situation amplement déficitaire que nous connaissons le recours aux crédits provisoires me paraît particulièrement dangereux et de nature à amener à la fin 1986 un dérapage plus important encore que celui qui a été avoué récemment par le gouvernement lui-même pour l'exercice 1985.

En cette matière, que faut-il penser, monsieur le Vice-Premier ministre et ministre du Budget, des centaines de lettres que la Cour des comptes adresse aux membres du gouvernement et qui restent sans suite?

Que faut-il penser également des nombreux dossiers de factures à payer bloqués à l'heure actuelle à la comptabilité générale, alors que tous les membres de la majorité prèchent l'austérité budgétaire?

Que faut-il penser enfin du dépassement des dépenses de 2 milliards 850 millions, fin 1985, sur les crédits de 8 milliards 800 millions initialement votés aux articles 536.01 et 536.02 du budget des Travaux publics se rapportant au Fonds des Routes?

Quand et comment avez-vous réglé ce problème qui n'est pas mince et qui me semble des plus inquiétants pour l'avenir de notre situation financière?

La transparence des finances publiques, elle n'existe plus sous votre gouvernement et cependant il prétend gouverner.

J'en arrive à la conclusion de ma première partie.

Notre pays a évidemment le gouvernement et la majorité qu'il mérite. Le moins qu'on puisse dire, c'est que votre gouvernement se montre bien incapable de respecter le prescrit de nos institutions. Le mépris dans lequel l'exécutif tient aujourd'hui le Parlement, en ne lui confiant pas en temps utile les documents essentiels et indispensables à l'exercice de sa mission, est contraire à la saine démocratie. Laissez-moi vous dire que notre régime et notre société en souffrent plus intensément que vous ne le pensez et qu'il est bien regrettable que la majorité n'agisse pas efficacement pour contraindre

le gouvernement à enfin mettre un terme à un immobilisme intempestif qui dure depuis l'affaire du Heysel.

Au-delà de la procédure parlementaire plus que douteuse que constitue la pratique des crédits provisoires, des questions très précises se posent quant aux objectifs budgétaires du gouvernement à la fois pour 1986 et 1987. Depuis peu, le gouvernement a donné quelques indications quant aux paramètres budgétaires auxquels il sera confronté dans les années à venir. Ainsi le solde net à financer qui, pour 1985 est estimé maintenant à plus de 570 milliards, ou 12 p.c. du PNB, doit être ramené à 410 milliards à la fin 1987. Or il semble que, à politique constante, le solde net à financer de cette année soit proche des 620 milliards. Autrement dit, pour les dix-huit prochains mois, si on compte le laps de temps nécessaire à l'adoption du budget 1986, le gouvernement annonce 210 milliards d'économies.

Il est évidemment impossible de réduire les dépenses de l'Etat de manière aussi énergique à moins de casser définitivement la machine économique ou de faire directement porter la charge des économies sur les seuls travailleurs et allocataires sociaux, et ce encore un peu plus lourdement que durant les quatre années écoulées.

D'ailleurs, le ministre des Finances nous a confié, en commission, en pensant justifier la pratique des crédits provisoires pour 1986, que, si la norme des dépenses du budget 1985 était appliquée pour les exercices 1986, 1987 et 1988, le solde net à financer pourrait être ramené respectivement à 9,3, 8 et 7 p.c.

Malgré toutes les déclarations des leaders de la majorité, le ministre des Finances nous a donné ainsi la preuve de ce que la capacité réelle du gouvernement à réaliser les objectifs qu'il s'est astreint de viser, peut être fortement remise en cause. S'il s'avisait de prendre des mesures aussi radicales que de fixer ainsi, pour trois ou quatre années, les dépenses sur la norme du budget de 1985, cela reviendrait à dire qu'il compte remettre en question tous les transferts non essentiels, tailler dans la sécurité sociale, économiser sur les dépenses de consommation et remodeler totalement notre système fiscal.

Votre gouvernement, monsieur le Vice-Premier ministre, n'a plus le souffle suffisant pour pareille entreprise. Il est miné par des tergiversations qui durent depuis plus de neuf mois, par des discussions internes qui deviennent de plus en plus acerbes, des divergences d'opinion qui se font, de jour en jour, plus conséquentes, et des oppositions d'intérêts de plus en plus manifestes.

Pourtant, d'aucuns semblent estimer que les modifications intervenues récemment dans la conjoncture internationale, devraient renverser cette tendance et rendre la tâche plus aisée. Rien n'est moins sûr et ce, tout simplement, parce que la politique du gouvernement est inadaptée au contexte économique dans lequel nous nous trouvons, que la conjoncture internationale soit en phase de croissance ou non.

Ainsi, depuis plusieurs mois, on constate un net ralentissement de l'inflation. Cette situation ne présente pas que des avantages pour l'équipe gouvernementale et il serait intéressant que le gouvernement nous dise s'il en a bien mesuré, avec précision, l'impact sur le plan budgétaire.

Le Parti socialiste est opposé au troisième prélèvement d'indexation que le gouvernement a annoncé pour cette année. On peut maintenant se demander s'il aura bien lieu. En effet, le ralentissement de l'inflation est tel que le prochain dépassement de l'indice pivot pourrait n'avoir lieu qu'en octobre 1986, ce qui signifie que l'indexation, en raison du lissage, n'interviendrait qu'en janvier 1987. Dans ce cas, quelle est la perte budgétaire pour l'Etat par rapport à ce qui est annoncé dans le plan de Val Duchesse ? Si le dépassement de l'indice pivot survient en 1987, le gouvernement Martens VI a-t-il, dès à présent, l'intention de sauter l'indexation ?

Ensuite, quel est l'impact du ralentissement de l'inflation en 1986 sur les recettes fiscales ? On sait que le gouvernement estime que les recettes de cette année devraient avoisiner les 1 420 milliards. Quel est le coefficient de croissance qui a été choisi pour calculer cette prévision et comment le gouvernement le justifie-t-il dans les circonstances actuelles ?

On peut s'interroger à propos de l'impact du recul des prix pétroliers sur le budget 1986. Dans le chiffre de 1 420 milliards de recettes annoncées pour l'année 1986, a-t-il été tenu compte de cet élément ?

Des informations ont circulé selon lesquelles une réduction d'un franc du prix au litre entraînerait une perte de recettes de TVA d'environ 1,5 milliard. Les pertes enregistrées depuis le début de l'année seraient d'environ sept à huit milliards. Le gouvernement confirme-t-il ces estimations de pertes de recettes fiscales ? Quel en sera l'impact sur la situation financière de notre pays en 1986 ?

Il est évident que la chute du cours du pétrole a un effet positif sur le budget via les dépenses et via une augmentation des recettes

provoquée par un regain de consommation. Mais existe-t-il une estimation des gains budgétaires que provoque la diminution du prix des hydrocarbures ?

Enfin, des questions se posent à propos de l'évolution de la dette publique — point déjà évoqué à cette tribune — qui vient de franchir la barre de 5 000 milliards, et des mesures que le gouvernement pourrait prendre à ce propos, notamment à l'occasion de la réduction des taux d'intérêt qui se produit actuellement.

Ici aussi, les déclarations contradictoires au sein du gouvernement abondent, notamment quant à l'éventualité d'une opération de consolidation ou de conversion de la dette publique. Le ministre du Budget semble avoir fait des déclarations en ce sens, puis avoir dû les démentir ; quant au ministre des Finances, il semble préparer un emprunt d'une durée de 20 à 25 ans, dont les obligations pourraient être acceptées en paiement d'impôts et auxquelles ou pourrait souscrire au moyen d'anciennes obligations.

De plus, il serait question de supprimer le précompte mobilier ou de le réduire à l'occasion de cet emprunt.

Il serait plus que temps, monsieur le Vice-Premier ministre, que le gouvernement fasse le point sur toutes ces rumeurs et questions et qu'il nous indique notamment quelle est son attitude à l'égard d'une éventuelle suppression du précompte mobilier.

Enfin, le gouvernement vient de constituer un comité consultatif pour la dette publique qui serait chargé « de formuler en toute discrétion des avis sur les différents aspects de la gestion de la dette, notamment en ce qui concerne les modalités des émissions d'emprunts. » N'y a-t-il pas là l'amorce d'une privatisation de la gestion de la dette, d'une part, et, d'autre part, un risque de confusion des rôles puisque, au sein de ce comité, figurent deux personnes qui travaillent dans le secteur financier privé, lequel pourrait être amené à souscrire à des emprunts d'Etat ?

La baisse de l'inflation, la diminution du cours du dollar et du prix du baril de pétrole ou la décade des taux d'intérêt auront des conséquences moins positives pour notre économie que d'aucuns ne veulent bien le dire. En tout cas, le gouvernement paraît incapable d'adapter sa politique à cette nouvelle « donne » économique.

En fait, depuis les tragiques événements du Heysel, le gouvernement est paralysé, incapable de prendre la moindre décision sous peine de se disloquer. La liste des tensions entre les deux ailes de la majorité est longue et édifiante. Ainsi, avant même que la loi d'habilitation soit votée, les partenaires de la majorité se disputent sur le point de savoir si les premiers arrêtés des pouvoirs spéciaux doivent être promulgués avant ou après le dépôt du budget.

De plus, et malgré l'irritation de tous les parlementaires, personne ne sait quand le budget des Voies et Moyens sera déposé.

En commission des Finances de la Chambre, l'examen d'un projet de loi à propos du secteur textile a dû être reporté parce que le PVV et le PRL ne peuvent accepter un amendement déposé par le CVP ; le taux de TVA pour la construction n'est maintenu à 6 p.c. que jusqu'en juillet parce que le gouvernement ne peut trouver un accord sur une période plus longue ; le dépôt d'une proposition de loi de notre chef de groupe à propos de la dépénalisation de l'avortement fait difficulté au sein de la majorité. On pourrait ainsi multiplier à l'infini les exemples de tensions entre partenaires sociaux-chrétiens et libéraux.

On a fait remarquer que l'esprit de décision et la volonté d'agir d'un gouvernement se marquaient dans les cent premiers jours de son existence. Or, voici près de deux cents jours que les élections ont eu lieu et le gouvernement n'est pas encore en état de déposer le budget des Voies et Moyens auquel il travaille cependant, dit-il, depuis juillet 1985.

Hier, M. Desmarets comparait le gouvernement — et la comparaison est significative — à une marmotte en se référant à son hibernation.

M. Langendries. — Et à son réveil au printemps !

M. Basecq. — C'est ce qui est à craindre précisément.

M. Desmarets oubliait que la marmotte est un rongeur inlassable et vorace.

L'équipe Martens-Gol hiberne depuis plus de neuf mois, monsieur Langendries. Son seul sursaut est de demander des pouvoirs spéciaux et de solliciter des crédits provisoires en faisant de graves entorses au bon fonctionnement de notre régime démocratique. Je n'étonnerai certainement pas M. Desmarets en lui disant que le PS ne suivra pas pareil rongeur infatigable. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil in de eerste plaats de rapporteur feliciteren met zijn mondeling verslag. Het is niet zijn schuld dat over deze voorlopige kredieten zo weinig te zeggen valt.

De Senaat onderbreekt vandaag het volmachtdebat om weer eens een bespreking te wijden aan voorlopige kredieten of, beter gezegd, voorlopige halfjaarlijkse dotaties aan de regering op basis van een tot nu toe onbekende Rijksmiddelenbegroting. Een begroting is nochtans een fundamentele opdracht voor de uitvoerende macht.

Wij beleven een unicum in 's lands parlementaire geschiedenis. Ook vind ik het jammer dat wij vandaag over een ontwerp van voorlopige kredieten debatteren en in feite nu al weten, dat er nog een derde ontwerp zal worden ingediend.

Het wordt bijna een gewoonterecht, dat bij het aantreden van een CVP-PVV-regering, zij het onder Martens V zoals in 1982, toen vóór 31 maart nog geen enkele begroting was ingediend of goedgekeurd, zij het onder Verhofstadt I in 1985, nu zelfs voor 1986 nog geen Rijksmiddelenbegroting is ingediend.

Zijn er uitzonderlijke omstandigheden?

In 1982 was Martens' eerste uitdaging : de sanering van de publieke financiën.

In 1986 is Verhofstadts voornaamste uitdaging : de sanering van de publieke financiën.

De regering-Martens V had de volle vier jaar nodig om niets te bereiken; zelfs met bijzondere machten bleef het resultaat 1985 gelijk aan het resultaat 1982. Veranderde er dan niets?

Jawel, door het gevoerde beleid kende de koopkracht een afbraak zonder voorgaande, gepaard gaande met een sterke toename van de werkloosheid en een verdubbeling van de overheidsschuld. Daar zo'n beleid het land naar de impasse leidt, is het niet zo verwonderlijk, dat Martens' tunnel na 13 oktober is ingestort. Het soberheidsbeleid van Martens V kon geen resultaten opleveren noch voor de levensstandaard van de bevolking, noch voor de economische relance, noch voor de overheidsschuld. De enigen die daar baat konden bij hebben waren het patronaat en de financiële kringen, die hun reël inkomen met ongeveer 34 pct. hebben zien stijgen.

Van de sanering van de overheidsfinanciën kwam niets terecht, integendeel, Martens V is geëindigd zoals hij begonnen was : met een zwakke munt, ondanks de devaluatie, en alle vriendelijkheid tegenover vermogenden en beleggers.

De uitzonderlijke omstandigheden blijven dus voor Verhofstadt I vanaf 1986 ongewijzigd, tenzij dat men nu meer zicht heeft gekregen op het begrotingstekort.

Voor 1985 zal het geen 410 miljard worden. Na alle bevestigingen en ontkenningen, staat men nu reeds aan 624 miljard en wie weet wat het nog wordt.

Nu vaststaat, dat onder Martens V alle nieuwe en grote doelstellingen, die gelanceerd werden, even onhaalbaar zijn gebleken, wil de nieuwe regering een stap verder gaan en nu met voorlopige kredieten of halfjaarlijkse dotaties regeren en straks, vanaf juli, met onvolledige, bijna volledige begrotingsdotaties tot einde september, wordt het nog erger met het democratisch karakter van onze instellingen want, gekoppeld aan de bijzondere machten, waarover morgen wordt gestemd, maakt de regering een einde aan de controleopdracht en -mogelijkheden van het Parlement.

Zoals het Parlement morgen zijn wetgevende bevoegdheid afstaat door bijzondere machten goed te keuren, zo ook staat het zijn begrotingstaak — de controle — af door in te stemmen met voorlopige kredieten. Dit is des te erger omdat het gebeurt zonder ingediende Rijksmiddelenbegroting. De initiële bestaansreden van het Parlement is toch de controle van de begroting.

Een eerste vraag rijst : wordt de Rijksmiddelenbegroting 1986 dan de eerste bekrachtigingswet van de bijzondere machten?

Een tweede vraag betreft het volgende : de regering stelde dat eind februari de begroting klaar zou zijn en voor eind maart zou worden ingediend. Dit betekende een garantie voor de meerderheid tot vrijwaring van de controleopdracht, een essentiële taak van het Parlement, vooraleer de bijzondere machten goed te keuren, vermits de aanwending van de bijzondere machten erin gedefinieerd zou zijn.

Vandaag circuleren geruchten, dat er voor eind juli 1986 geen begroting komt. Wat is hiervan waar? Wordt de meerderheid niet voor de aap gehouden? Eerst, was er de indiening vóór eind februari, dan maart, april, mei en nu juli. Wie weet komt de indiening niet in oktober en wil zij juist zijn tot op de frank na, pas na 31 december 1986 of na vervallen termijn.

Tot enige duidelijkheid is de minister toch zeker verplicht. Of is het ook grondwettelijk toegestaan en door de meerderheid gedekt, dat zo openlijk het Parlement voor de aap mag worden gehouden.

Mijnheer de Voorzitter, is het niet raadzaam, in het licht van al deze vaststellingen, dat de Senaat zich zou beraden over maatregelen om de regering vooralsnog te dwingen haar begroting vóór 15 april in te dienen, begroting die volgens de minister van Begroting klaar is, zolang de gevolgen te aanvaarden van de politieke onbekwaamheid van deze regering.

De Senaat heeft, in de loop van 1985, onder uw impuls een bijzondere inspanning geleverd om de uitgavenbegrotingen goed te keuren. Met de medewerking van de toenmalige minister van Begroting en de goede wil van meerderheid en oppositie hebben wij deze taak tot een goed einde weten te brengen, aldus aantoonend dat de Senaat inderdaad snel en behoorlijk kan werken.

De huidige toestand zal meebrengen dat de uitgavenbegrotingen voor 1986 niet vóór einde 1986 zullen zijn goedgekeurd en dat wij nog een derde schijf van voorlopige kredieten zullen moeten goedkeuren voor bijna de totaliteit van de uitgaven.

Aldus wordt voor het hele jaar 1986 afbreuk gedaan aan het beginsel van de specialiteit van de begroting en sluit een dergelijke regeling ieder ernstig toezicht uit.

U zult mijn bekommerning begrijpen, mijnheer de Voorzitter, om aan deze ontoelaatbare toestand een einde te zien stellen. Ik vraag me werkelijk af hoelang de Senaat nog kan voortgaan in de permanente abdicatie, waar de meerderheid ons nu toe dwingt.

Het is voor iedereen duidelijk dat de klasse, die momenteel aan het bewind is, alle scrupules overboord heeft gegooid om zo vlug mogelijk te komen tot hun gedroomde neoliberale maatschappij, waarin het recht van de sterkste primeert.

Maar het « steunt elkander »-kasteel begint barsten te vertonen, zodanig zelfs dat een aantal CVP'ers hun wrevel en ongerustheid niet meer kunnen verbergen.

Hoewel de onderhandelaars van Stuyvenberg in het regeerakkoord niet minder dan 47 saneringsmechanismen hadden omschreven, die weliswaar niet uitblonken in helderheid, schiet vandaag Verhofstadt met honderd kogels tegelijk. Als we *Knack* mogen geloven zullen er in april-mei nog eens dikke kasteelmuren nodig zijn om het geluid van de salvo's te dempen, wanneer de ministers dan slechts de begroting aan het opstellen zijn.

Liegt de minister van Begroting dan, wanneer hij voorhoudt dat de begroting klaar is en kan worden ingediend? Of zal de begroting van Stuyvenberg worden ingediend, die uitgaat van een vals voorgesteld begrotingstekort op het einde van 1985 van 10,5 pct.? Of voelt de Begrotingsminister nattigheid, wanneer de werkelijkheid nu 12,6 pct. begrotingstekort aanduidt? Is de 8 pct. nog haalbaar tegen eind 1987. Gaat de regering dit nu opnieuw bespreken in het licht van de verleende volmachten en wachten tot na het ACW-Congres van 12 april a.s.? Houden Verhofstadt en Martens rekening en met het ACW en met Dehaene en met de ACW-parlementsleden van de CVP?

Het heeft er alvast de schijn van dat de begroting voor 1986 de eerste grote test is voor de hernieuwde regering, met blanco-volmachtcheque. Spectaculaire maatregelen, omfloersd door een geheimzinnigheid, zullen de Belgen... doen ontwaken in een nieuw land.

Hopelijk is het geen « onderontwikkeld » land, waarin we binnenkort zullen leven zonder de bescherming van de dagelijkse parlementaire controle en discussie.

De bevolking wordt vogelvrij verklaard tot 21 maart 1987 en Verhofstadt kan dus het overheidstekort saneren met liefst meer dan 300 miljard bruto over dezelfde periode.

Er zijn echter tekenen van radeloosheid, die niet bedriegen, want de toverwoorden « saneren en inleveren » zijn versleten en opgebruikt. De bevolking kan het echt niet meer opbrengen om nog een barst te geloven van wat de regering predikt. Al dat kranig regeren met volmachten — met of zonder begroting en controle — heeft niets opgeleverd en zal ook niets anders opleveren dan nog minder werk, nog minder koopkracht en minder brood op de plank. Overal staan mensen met het hoofd te schudden, zij begrijpen het niet meer.

Inleveren — 4 jaar lang — voor minder tewerkstelling en meer werkloosheid, voor 14 pct. meer bedrijfswinsten, voor 34 pct. meer winsten voor de financiële instellingen, voor 15 pct. lagere koopkracht! Saneren — 4 jaar lang — voor minder en minder sociale bescherming, voor de afbraak van het sociale-zekerheidssysteem, voor een nieuwe armen-bijstandsregeling in OCMW's, voor solidariteit in een nieuwe armoede.

Waarom moet de Belgische bevolking deze grote onrechtvaardigheid ondergaan? Aan wie hebben zij dit alles te danken? Denk tweemaal na!

Mijnheer de Voorzitter, u zult mij willen verontschuldigen meer in het algemeen te hebben gesproken in plaats van over de cijfers van de voorlopige kredieten. Het kon niet anders bij gebrek aan waardevolle en definitieve begrotingscijfers. Als de regering haar grondwettelijke plicht ten aanzien van het Parlement en de democratie verzuimt en de controle ontwijkt of verlamt, dan is het de plicht van de oppositie dit allereerst aan te klagen en fel te protesteren. Mijnheer de Voorzitter, als behoever van de democratische waarden, doen wij een beroep op uw steun om tot het normale parlementaire werk terug te keren. Mijn betoog dient dus meer in die zin te worden geïnterpreteerd. Uit protest tegen de aangehaalde laakbare praktijken inzake begrotingsbeleid, weiger ik amendementen in te dienen over cijfers en artikelen van dit wetsontwerp die geen enkele waarde hebben.

Uit eerbied voor de democratische beginselen van ons parlementair stelsel, zullen de Vlaamse socialistische formele tegen de toekenning van deze voorlopige kredieten stemmen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, nous voici à notre deuxième rendez-vous pour l'octroi de crédits provisoires. Celui-ci, quatre mois après la constitution du gouvernement, n'aurait dû porter que sur quelques budgets de dépenses. Force est de constater qu'il porte sur tous les budgets de dépenses et, ce qui est le plus extraordinaire et du jamais vu, sur le budget des Voies et Moyens.

Fait aggravant, il ne s'agit sans doute pas du dernier rendez-vous concernant des crédits provisoires. Dès à présent nous pourrions fixer la date du prochain aux environs de la dernière semaine de juin pour quatre nouveaux douzièmes provisoires, portant ainsi le total de ceux-ci à dix, sur quasi tous les budgets de dépenses.

Aurons-nous un budget des Voies et Moyens voté dans les deux Chambres avant la fin du mois de juin? Peut-être pas. Tout dépendra non pas de la rapidité avec laquelle les Chambres peuvent travailler, croyez-le bien; elles l'ont fait rondement, comme vous le voyez, en ce qui concerne les crédits provisoires; il peut en être de même pour les budgets. C'est le retard fautif du gouvernement qui nous amène à cette situation.

En fait, le mal est toujours le même. Au mois de juillet 1985, la même coalition n'avait pu se mettre d'accord sur le budget 1986. Depuis, elle a été, comme elle le dit elle-même, confortée par les élections du 13 octobre; elle n'en est pas pour autant réconfortée intérieurement puisqu'elle est toujours incapable de présenter ni un budget des Voies et Moyens, ni un exposé général du budget.

La réponse du gouvernement a été, jusqu'au 10 décembre, de proposer d'attendre le vote de confiance des Chambres. Celui-ci étant acquis, le gouvernement a proposé d'attendre le vote des pouvoirs spéciaux. Nous sommes à quelques jours de celui-ci et déjà se profilent de nouvelles excuses. Par votre bouche, monsieur le Vice-Premier ministre, et par celle du ministre des Finances — un peu moins par celle du Premier ministre qui n'est pas très heureux de s'entendre rappeler ces déclarations, mais ceci est votre problème et non le nôtre — le gouvernement nous annonce pour le courant du mois d'avril, soit concrètement pour la deuxième quinzaine de ce mois — et la dernière semaine étant réservée au communautés et aux régions ceci nous amènera de *facto* au début du mois de mai —, une nouvelle déclaration gouvernementale sur les mesures dites d'assainissement. Cette déclaration sera suivie d'un débat. C'est seulement après celui-ci que les budgets seront mis au point, y compris celui des Voies et Moyens.

Cela signifie qu'il ne sera pas possible, en suivant la procédure choisie par vous, que le Parlement dispose des budgets avant la fin mai, voire le début du mois de juin.

Par conséquent, nous sommes quasiment certains que, pour pratiquement tous les budgets, sinon tous, il va falloir voter de nouveaux crédits provisoires. Même si, après l'intermède des vacances parlementaires, nous reprenons nos travaux en session extraordinaire en septembre, il y a peu de chances que la totalité des budgets soient votés pour la fin octobre.

D'ailleurs seront-ils déposés avant fin juin? Permettez-moi d'en douter. Certains ministres sont, en effet, spécialistes des retards.

Nous aurons vécu les cinq sixièmes de l'année 1986 avec des crédits provisoires, pour la quasi-totalité, sinon la totalité, des budgets.

C'est de cette manière qu'on maîtrise les finances publiques : travailler sans budget!

Vous nous avez dit que vous n'autoriserez que des dépenses d'un montant égal à celles de 1985, ce qui constitue déjà une limitation importante. C'est exact, mais — nous l'avons déjà expérimenté —

vous laissez une porte ouverte à tous les dépassements : tout est possible, puisqu'aucun article du budget n'est voté. (*Signes de dénégation du ministre du Budget.*) Je remarque que vous n'êtes pas d'accord avec moi, mais nous verrons à la fin de l'année — je vous fixe rendez-vous alors — quel sera le solde net à financer pour 1986.

Déjà, vous avez pris vos précautions puisque le solde net à financer de 1985, qui était de 495 milliards selon les prévisions, se chiffre aujourd'hui à 571 milliards. Vous avez imputé au gouvernement précédent quelques dépenses qui, normalement, seraient intervenues en 1986. (*Nouveaux signes de dénégation du ministre du Budget.*)

Par un tour de passe-passe aisé, vous rendez le gouvernement précédent responsable de ce dépassement de 76 milliards. Voilà donc un certain nombre de choses qui s'arrangent, sans que vous ayez à fournir d'explications. Vous ne cachez d'ailleurs pas le fait qu'il soit possible de déplacer des paiements d'une année sur l'autre. Certains ministres des Finances, que vous connaissez bien, étaient d'ailleurs de grands spécialistes de la question, ainsi que vous l'avez vous-même fait remarquer; je ne fais que répéter ce que j'entends de source autorisée.

Le déficit de 1986 s'annonce des plus faramineux. C'était presque la surenchère, voici quelques semaines, entre vous-même, le ministre des Finances et le ministre des Affaires économiques, l'un parlant de 620, l'autre de 625, le dernier de 630 milliards. Récemment, le ministre des Finances a révélé que le déficit pourrait se situer aux environs de 650 milliards en 1986, mais il prend ses précautions et précise : à politique inchangée.

Déjà l'objectif que le gouvernement s'était fixé, de manière assez imprécise d'ailleurs, d'un solde net à financer en 1986 équivalant à environ 9,5 p.c. du produit national brut, est abandonné. Aujourd'hui, l'optique du gouvernement est de ne plus s'inquiéter de 1986, mais de préparer 1987. Le gouvernement espère ainsi pouvoir limiter le solde net à financer, si pas à 7 p.c., du moins à 8 p.c. du PNB! C'est la fuite en avant à laquelle le gouvernement précédent nous a habitués, puisque la déclaration gouvernementale de ce dernier prévoyait un solde net à financer de 7 p.c. pour l'année 1985.

Vous admettez qu'on est loin du compte et que vous n'avez pas été capable de réduire ce solde net à financer qui, pour 1985, se situe toujours entre 12 et 12,5 p.c.

Voilà ce que recouvre le recours aux crédits provisoires.

En arrière-plan, des mesures, à mon sens inadéquates, ont été envisagées, le blocage des autorisations d'investissement à 16 p.c. par trimestre. Toutes sont ainsi aveuglement « rabotées » sans distinction aucune quant à leur intérêt économique, leur efficacité, leur nécessité, l'achèvement de certains travaux et, par voie de conséquence, la possibilité de leur exploitation. Aucun de ces aspects, pourtant essentiels, n'a été pris en compte.

Vous limitez, en outre, à 40 p.c., et, une fois encore, de manière uniforme et aveugle, les autorisations d'engagement des différents fonds.

Ces différentes mesures ne sont, à mon sens, en rien compatibles avec la politique active et sélective, visant à l'utilité réelle de chaque dépense engagée, que vous prétendez vouloir mener.

Vous comprendrez, dès lors, que nous ne puissions vous suivre lorsque vous sollicitez de nouveaux crédits provisoires. Vous avez engagé les dépenses de l'Etat dans une voie incontrôlable et cela, nous ne pouvons l'admettre. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, het is erg ironisch dat wij het debat over de bijzondere machten onderbreken om het debat over de voorlopige kredieten te houden.

Mijnheer de Voorzitter, ik meen dat uzelf verklaard hebt dat het goedkeuren van voorlopige kredieten erger is dan het aannemen van volmachten. Wanneer ik u verkeerd citeer kunt u mij corrigeren. Dit goedkeuren van de voorlopige kredieten betekent inderdaad dat het Parlement zijn eigen macht, zijn eigen bevoegdheden totaal afgeeft aan de regering. Controlemogelijkheden zijn er niet, want er is geen Rijks-middelenbegroting.

Wanneer de meerderheid over enkele dagen de bijzondere machten goedkeurt, is ook de wetgevende macht uitgeschakeld. Wij zijn op een heel eigenaardige weg.

Het is mij opgevallen dat ministers tijdens de voorbije dagen herhaaldelijk hebben gerefereerd aan de wetgeving en aan de Raad van State, wanneer hen dat goed uitkomt. De ministers verwijzen evenwel niet naar de Raad van State wanneer die opmerkt dat hun wetteksten fout zijn en ook niet naar de wetgeving wanneer de wet bepaalt wat de regering te doen heeft.

Zo heeft het mij verwonderd dat de minister van Financiën in de commissie is begonnen met te verwijzen naar artikel 10 van de wet van

28 juli 1963, terwijl artikel 9, waar hij niet naar verwijst, ook een wets-artikel is en bepaalt : « Het ontwerp van begroting wordt gedrukt door toedoen van de minister van Financiën en uitgedeeld aan de leden van de Wetgevende Kamers uiterlijk op 30 september vóór de opening van het begrotingsjaar. » Daar zijn wij ver vandaan.

In verband met de financiewet konden wij de verklaring aanvaarden dat de verkiezingen een aantal kwesties moeilijk of onmogelijk hadden gemaakt.

Dat is vandaag niet meer het geval.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, dit is des te erger omdat de Eerste minister zelf bij de bespreking van het miniprogramma van zijn regering in juli 1985 in de Senaat heeft verklaard dat er geen enkel probleem was om de begroting 1986 vóór het einde van het jaar in te dienen indien de kiezer zich duidelijk zou uitspreken. Bovendien heeft hij dat tijdens de verkiezingsperiode overal rondverteld.

Op dat ogenblik was u hier niet als verantwoordelijke minister, maar verschillende leden van de meerderheid waren er wel. Toch heb ik nog niemand horen herinneren aan de toenmalige uitspraak van de Eerste minister. Dit alles brengt de geloofwaardigheid van de regering en van het politieke milieu in het gedrang. Er wordt immers om het even wat verteld.

In een debat uitgezonden door de televisie vóór de verkiezingen, heeft de Eerste minister hetzelfde verklaard : er was geen enkel probleem voor de begroting 1986, die trouwens beter zou uitvallen dan men dacht en men zou zien wat men zou zien als de kiezer zich duidelijk zou hebben uitgesproken. De kiezer heeft zich duidelijk uitgesproken.

De heer Basecq heeft verklaard dat het land de regering heeft die het verdient, die het heeft verkozen.

Er rijzen echter toch heel wat vragen over het optreden van de regering. Bovendien zijn er binnen de meerderheid blijkbaar ook problemen. De heer Van den Brande verklaarde immers in de Kamer dat de Rijksmiddelenbegroting vóór 31 maart van dit jaar moest worden ingediend. Dat was belachelijk want een ieder wist dat dit niet mogelijk was. Achteraf heeft hij die verklaring wat afgezwakt en gezegd dat de Rijksmiddelenbegroting tegen die datum wel niet zal ingediend zijn, maar dat er geen volmachtbesluiten mogen worden getroffen alvorens de Rijksmiddelenbegroting is ingediend. Ook hier zullen wij moeten afwachten hoe de situatie er in werkelijkheid zal uitzien.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, bij de bespreking van de financie-wet hebt u in antwoord op mijn vraag over de kalender van de begroting een uitspraak gedaan waaraan ik u graag wens te herinneren. Uit het verslag van de vergadering van vrijdag 20 december 1985 blijkt dat u hebt gezegd bij de opstelling van de begroting van 1986 in drie fasen te werk te zullen gaan. Eerst het actualiseren van de begrotingen, vervolgens in de maand januari, het hervatten van de bilaterale contacten tussen het departement van Begroting en de andere departementen en, tenslotte, in februari, het treffen van een aantal politieke beslissingen die zullen uitmonden in een algemene toelichting bij de begroting van 1986.

Verontschuldig mij, mijnheer de Vice-Eerste minister, maar ik heb niets gehoord en niets gelezen behoudens uiteenlopende verklaringen in de pers van verscheidene ministers. Een minister verklaart dat er geen sprake kan zijn van maatregelen vooraleer een of ander is gebeurd, wellicht vóór het congres van het ACV op 12 april 1986.

In welk land leven wij ? In dit halfroond worden uiteenlopende cijfers geciteerd, maar er worden ons geen documenten overhandigd. Er wordt ons niet gezegd waar wij naartoe gaan, noch wat de regering gaat doen. Er wordt ons alleen gevraagd voorlopige kredieten goed te keuren en bijzondere machten te verlenen. Met andere woorden : zwijgen en de regering laten doen !

Er is nu een nieuwe kalender volgens welke de Rijksmiddelenbegroting eind april, uiterlijk begin mei zal worden ingediend. Welk geloof kunnen wij daaraan nog hechten ? Indien het toevallig juni zou worden omdat enkele ministers gaan dwarsliggen of omdat nog een aantal tegenstellingen opduiken binnen de meerderheid, zullen wij opnieuw voorlopige kredieten mogen goedkeuren, tot eind oktober dan. Dit wil zeggen dat wij tien twaalfde van het jaar — want dit is de meest waarschijnlijke veronderstelling — zullen worden geregeerd zonder Rijksmiddelenbegroting. Wanneer wij nu reeds een record hebben bereikt, zal het op dat ogenblik in elk geval een absoluut record zijn.

De heer De Smeyter. — En met bijzondere machten !

De heer A. Geens. — En daarenboven inderdaad met bijzondere machten !

Er is nog meer. In het verleden heeft u, mijnheer de Voorzitter, herhaaldelijk aangedrongen op een stipte indiening van de begrotingen der departementen. Ik herinner mij dit zeer goed al was ik toen geen lid van het Parlement. Wanneer zullen de begrotingen van de departementen ons nu echter worden voorgelegd ? Wanneer zullen wij kennis kunnen nemen van de wijze waarop de verschillende departementen besnoeien en besparen ?

Mijnheer de Vice-Eerste minister, u heeft het weliswaar anders uitgedrukt, maar wanneer u beweert dat het systeem van de voorlopige kredieten een methode is om de uitgaven te beperken...

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik heb anderen dat horen zeggen maar ik heb dat zelf nooit beweerd.

De heer A. Geens. — Inderdaad, ik zei reeds dat u het niet op die manier hebt gezegd, maar u hebt wel beweerd dat de goedkeuring van voorlopige kredieten niet uitmondt in meer uitgaven.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik heb verklaard dat de voorlopige kredieten geen bijkomende verslechtering van de openbare financiën zullen teweegbrengen. Ik zal u dat straks trouwens aantonen met cijfers.

De heer A. Geens. — Wij zullen de bewijzen zien op het einde van het jaar.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Er zijn cijfers. Het Parlement, en de Senaat in eerste instantie, worden toch graag ingelicht over de evolutie van het netto te financieren saldo en van de ordonnancerings van de eerste twee maanden die aanduiden dat, wat u zegt, niet juist is.

De heer A. Geens. — Wij zullen afwachten hoe de evolutie tot het einde van het jaar is.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik heb al een « pari » aangegaan met de heer de Wasseige.

De heer A. Geens. — De cijfers van het begin van het jaar tonen niet alles aan.

De vraag rijst inzake de gewone begrotingen. Mijnheer de Vice-Eerste minister, op enkele concrete vragen zou ik toch graag een antwoord krijgen.

Welke maatregelen zal de regering nemen ? Welke garanties kan u ons geven dat de begrotingen van de departementen worden ingediend op een redelijk tijdstip ?

Ik verklaar me nader. Zij moeten op zijn laatst twee maanden na het indienen van de Rijksmiddelenbegroting worden ingediend. Zijn de Rijksmiddelenbegroting en de memorie van toelichting klaar, dan moeten — anders zijn ze slecht opgemaakt — de begrotingen van de individuele departementen feitelijk klaar zijn. Om te komen tot een goede Rijksmiddelenbegroting moeten eerst de begrotingen van de departementen klaar zijn. Niets belet dat deze begrotingen worden ingediend. Het zou interessant zijn te vernemen welke garanties daarvoor worden gegeven.

Is de 570 miljard tekort op de begroting 1985 een definitief cijfer ? Als wij de vorige besprekingen nalezen, blijkt dat het cijfer geregeld is geëvolueerd. Een duidelijke uitspraak dienaangaande is wenselijk.

Een bijkomende inlichting die mij erg interesseert, is de intrestlast voor 1986. U hebt in de commissievergadering over de bijzondere machten cijfers gegeven in verband met de evolutie van de intrestlast over de jaren heen. U sprak, naar ik meen, over 430 miljard in 1985. Wat is de prognose voor 1986 ?

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — U vraagt om de intresten op de rijksschuld voor 1986 ?

De heer A. Geens. — Om de totale intresten, inderdaad, mijnheer de Vice-Eerste minister. Ik had graag een zo precies mogelijk cijfer bekomen.

Andere vragen die ik wilde stellen, heeft de heer Basecq reeds aan de orde gebracht. Wij sluiten er ons dan ook bij aan.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, u hebt beloofd — en ik geloof u tot bewijs van het tegendeel — dat u met juiste cijfers en begrotings-

gegevens zult werken, dus ook met juiste informatie voor het Parlement, naar ik veronderstel.

Ik moet erop wijzen dat dit niet steeds het geval is geweest. Ik herinner mij dat — ik geef één voorbeeld — bij de behandeling van de financiewet de minister van Financiën in het debat verklaarde — tenzij het verkeer is opgenomen in de *Parlementaire Handelingen* — dat de fiscale en de parafiscale druk was teruggefallen van 47,2 pct. in 1984 tot 45 pct. in 1985, hoewel de cijfers van de Nationale Bank die enkele maanden later verschenen, uitwezen dat de fiscale en de parafiscale druk was gestegen van 47,2 pct. tot 47,6 pct.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik vraag dat de informatie die hier wordt gegeven niet altijd opnieuw wordt gewijzigd, dat wanneer men bepaalde zaken vooropstelt men die ook respecteert en dat men ons dus niets steeds opnieuw voor de aap houdt. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Verhofstadt.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijnheer de Voorzitter, in de eerste plaats wil ik, zoals sommige senatoren dit al hebben gedaan, rapporteur Desmaretts danken voor het mondeling verslag dat hij heeft uitgebracht.

De heer De Smeyter. — De oppositie ging hiermee akkoord.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Inderdaad, en ik heb daarmee geen problemen, wel met andere zaken die u hebt gezegd, maar daar kom ik zo dadelijk op terug, mijnheer De Smeyter.

Je souhaiterais d'abord quelques éclaircissements au sujet des questions soulevées au cours du débat. La première question concerne la raison pour laquelle les crédits provisoires sont demandés. La deuxième porte sur leur interprétation, restrictive ou non, et la troisième sur le point de savoir si les crédits provisoires ne limitent pas l'opération d'assainissement.

Je fournirai ensuite quelques informations sur le travail budgétaire au sein du gouvernement. J'aborderai enfin certaines questions relatives au calendrier qui sera suivi par le gouvernement pour la préparation du budget des Voies et Moyens de l'année 1986. Les crédits provisoires sont en fait demandés pour avril, mai et juin 1986 parce que le budget des Voies et Moyens n'est pas encore déposé. De plus, le gouvernement veut indiquer dans l'exposé général relatif à l'année 1986, non seulement les mesures concernant l'assainissement budgétaire pour cette même année, mais aussi celles qui devront être prises pour l'année budgétaire suivante. Toutes ces mesures sont actuellement discutées au sein du gouvernement et chacune d'entre elles aura, directement ou indirectement, un impact sur les revenus des pouvoirs publics.

Il ne serait ni logique ni réaliste de déposer maintenant un budget des Voies et Moyens pour 1986 alors qu'il pourrait être dépassé dans le courant du mois prochain, ce qui nous obligerait à en établir une version adaptée. En outre, l'article 10 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, stipule que l'exposé général du budget doit être présenté aux Chambres législatives au plus tard en même temps que le projet de budget. L'exposé général, émanation de la politique gouvernementale, est traduit dans les divers budgets. Il est donc illogique de déposer d'abord un budget et de présenter ensuite l'exposé général qui contient toutes les mesures à prendre pour les années 1986 et 1987.

J'en arrive à la deuxième question. Afin de ne pas hypothéquer l'opération d'assainissement relative aux deux années dont il est question, les crédits provisoires demandés ont été — je tiens à le souligner une fois de plus — limités à un minimum. En effet, seuls ont été demandés les crédits indispensables au fonctionnement du secteur public.

Première mesure conservatoire : les douzièmes provisoires ont été calculés sur base des crédits initiaux de l'année 1985, alors que, dans le passé, ils l'ont souvent été sur base des crédits adaptés de l'année.

Deuxième mesure conservatoire contenue dans cette demande de crédits provisoires : la proposition de libérer des crédits d'engagement à concurrence de 80 p.c. seulement du programme de l'année 1985 alors qu'antérieurement, ils l'ont parfois été à concurrence de 100 p.c. du programme de l'année précédente.

Troisième mesure conservatoire : les autorisations d'engagement n'ont été libérées qu'à concurrence de 40 p.c., soit 15 p.c. pour cette deuxième demande de crédits provisoires, relative aux mois d'avril, mai et juin, alors que, précédemment, ces autorisations étaient souvent libérées pour un montant de 25 p.c.

J'en viens maintenant, monsieur le Président, au point de savoir si les douzièmes provisoires ne mettent pas en danger les mesures d'assainissement du gouvernement, si les objectifs que s'était fixés le gouvernement il y a trois mois peuvent encore être atteints et s'ils sont toujours les mêmes.

Je puis répondre affirmativement à cette dernière question : oui les objectifs du gouvernement sont inchangés.

Je constate que de nombreux collègues accordent trop d'attention à l'année budgétaire 1986. (*Exclamations ironiques sur les bancs socialistes.*) Ils perdent de vue, que le premier objectif budgétaire du gouvernement est de limiter à 8 p.c. en 1987 le solde net à financer et que le deuxième objectif — qui est repris dans l'accord gouvernemental — est d'atteindre 7 p.c. pour l'année budgétaire 1989. Ni dans l'accord gouvernemental ni lors du débat d'investiture, tant à la Chambre qu'au Sénat, nous n'avons fixé des objectifs clairs et précis pour l'année budgétaire 1986. Il a toujours été dit que le but essentiel de l'assainissement des finances publiques était d'atteindre 8 p.c. du solde net à financer à la fin de l'année 1987.

M. de Wasseige. — Mais vous avez dit que, pour y arriver, il fallait prendre des mesures dès 1986.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Pour atteindre ce but, il est, en effet, nécessaire de prendre dans les prochaines semaines des mesures qui auront une incidence sur le budget de 1986. Nos efforts se sont surtout portés sur l'année 1987. Au budget des Voies et Moyens de l'année 1986 seront inscrites, je le répète, des mesures pour 1986 et pour 1987, toutes reprises dans l'exposé général 1986. L'impact de ces mesures sur le budget de 1986 ne pourra être calculé que lorsque les mesures d'économie définitives seront connues.

Le gouvernement était conscient de cette situation à la fin de l'année 1985, et c'est pourquoi il n'a pas fixé d'objectif chiffré pour 1986 avant de connaître les mesures qui allaient être prises, pour les années 1986 et 1987, en vue d'arriver au but intermédiaire de 8 p.c. en 1987.

M. Basecq. — Puis-je vous faire remarquer que le gouvernement Martens V avait déjà comme objectif les 7 p.c. en 1985 ? Or, nous sommes aujourd'hui à 12 p.c.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Il est fort possible que le gouvernement Martens V ait eu cet objectif, mais je répète que celui de l'actuel gouvernement — qui est fixé dans l'accord gouvernemental et qui a été précisé lors des débats en commission et en séance publique — est de ramener le solde net à financer à 8 p.c. en 1987. Aucun chiffre n'a été mentionné pour l'année 1986 parce que le solde net à financer ne peut être calculé qu'après la prise des décisions budgétaires.

Il ne serait pas très sérieux de dire maintenant que le solde net à financer à atteindre en 1986 sera de 9 ou 10 p.c. du produit national brut, avant de connaître les mesures d'assainissement qui vont avoir un impact en 1986.

M. Basecq. — J'ajoute, monsieur le Vice-Premier ministre, si vous le permettez, qu'un taux de 7 p.c. est encore fort éloigné de la moyenne des autres pays, qui est de 5 p.c.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Je le sais.

M. Basecq. — Cet objectif n'a donc rien de bien remarquable, surtout si l'on tient compte des difficultés qui sont apparues lors de l'élaboration et de la discussion des budgets.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijnheer de Voorzitter, ik kom tot het tweede deel van mijn uiteenzetting dat betrekking heeft op verschillende opmerkingen die vanochtend werden gemaakt in verband met de vraag wanneer de begroting zal worden ingediend en welke de evolutie is van de publieke financiën in ons land.

Allereerst bestrijd ik ten eerste de stelling als zou deze vraag om voorlopige kredieten de huidige budgettaire toestand op een zware manier doen ontsporen. Ik heb reeds de kans gehad in de commissie daar uitvoerig op in te gaan, maar ik wens ook in openbare vergadering de cijfers aan te halen van de evolutie van de openbare financiën tijdens de eerste twee maanden van het jaar. Dit zijn namelijk de cijfers waarover ik beschik. Ik weet natuurlijk dat het eigenlijk vrij

gevaarlijk is op basis van de cijfers van twee maanden definitieve conclusies te trekken en een extrapolatie te doen voor heel het jaar 1986. Ik meen echter dat het Parlement ingelicht moet zijn over de evolutie van de eerste twee maanden van het jaar omdat daaruit duidelijk blijkt dat het onjuist is vandaag te stellen dat er een supplementaire ontsporing zou zijn van de openbare financiën in het begrotingsjaar 1986.

M. de Wasseige. — On verra.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik geef twee feiten. Allereerst is er de evolutie van de ordonnanceringszowel wat de lopende uitgaven als wat de kapitaaluitgaven betreft. Uit een tabel opgenomen in het verslag over de besprekingen in de Kamercommissie blijkt duidelijk dat die ordonnanceringszowel in geen enkel departement, op één uitzondering na, de eerste twee maanden van het jaar 1986 de voorlopige kredieten goedgekeurd bij de financierwet van december 1985, hebben overschreden. De uitzondering wordt gevormd door het Brusselse Gewest dat echter in een bijzondere situatie verkeert omdat, in tegenstelling tot de andere departementen, het Brusselse Gewest een overdracht heeft kunnen doen van de kredieten 1985 naar 1986, zodat dit departement niet enkel gebruik kon maken van de voorlopige kredieten goedgekeurd in december maar bovendien van de overgedragen kredieten van 1985 naar 1986. Het Brusselse Gewest heeft deze autonomie om binnen het raam van zijn dotatie en van de budgettaire maatregelen zijn begroting zelf te beheren en uit te voeren.

Zulks is niet het geval voor de andere departementen want, zoals ik de heer Basecq heb geantwoord in de commissie, op enkele uitzonderingen na zijn voor de overige departementen alle overdrachten van kredieten van 1985 naar 1986 geannuleerd.

Het eerste duidelijke gegeven, dat ik heb aangetoond, is dus dat op één departement na, waar het verantwoord is wegens de mogelijkheid kredieten over te dragen, de ordonnanceringszowel de eerste twee maanden van het begrotingsjaar 1986 binnen de voorlopige kredieten blijven die werden goedgekeurd in december 1985.

Ik wens een tweede feit te belichten en zo de vrees te ontkrachten voor een supplementaire ontsporing van de openbare financiën door het feit dat de Rijksmiddelenbegroting nog niet is ingediend en wij een tweede maal gebruik maken van voorlopige kredieten.

De evolutie van het netto te financieren saldo van de eerste twee maanden van 1986 bedroeg ongeveer 184 miljard tegenover 183,2 miljard in 1985 voor een vergelijkbare periode. Een verschil dus van ongeveer 1 miljard.

Er is geen supplementaire ontsporing van het netto te financieren saldo in de eerste twee maanden van 1986 indien men een vergelijking maakt met 1985.

Als ik mij niet vergis heeft de heer de Wasseige in de commissie echter het argument aangehaald — ik was er op dat ogenblik niet, men heeft het mij meegedeeld — dat de vergelijking van de eerste twee maanden van 1986 met 1985 in elk geval weinig zin had, gezien er tijdens de eerste twee maanden van 1986 enorme wisselkoerswinsten zouden zijn ontvangen door de overheid die maken dat de situatie in 1986 niet meer uit de hand loopt dan in 1985 het geval was.

In dit verband wil ik doen opmerken dat wij de wisselkoersverschillen buiten het netto te financieren saldo houden. De cijfers die ik heb vermeld zijn dus volledig vergelijkbaar, namelijk 184 miljard voor de eerste twee maanden als strikt netto te financieren saldo buiten de wisselkoerswinsten of -verliezen ten opzichte van de eerste twee maanden van 1985.

Er zijn trouwens altijd pogingen om te trachten de wisselkoerswinsten en -verliezen in het netto te financieren saldo te brengen. Dit gebeurt altijd op dezelfde manier: indien er wisselkoerswinsten zijn, is er een poging om ze in het netto te financieren saldo te brengen; indien er wisselkoersverliezen zijn, vindt men het uiteraard normaal ze uit het netto te financieren saldo te houden. Dit is een tweede vaststelling. Naast de evolutie van de ordonnanceringszowel van de eerste twee maanden van 1986, die duidelijk aantonen dat er geen overschrijding van de voorlopige kredieten is, blijkt dat het netto te financieren saldo voor deze maanden op dezelfde wijze evolueert als vorig jaar, ondanks het feit dat we in januari van 1986 toch een belangrijke stijging hebben meegemaakt van de interesten op de rijksschuld. Wij hebben namelijk een door-schuifoperatie gehad uit de jaren 1984 en 1985 van bepaalde interesten op de rijksschuld voor een bedrag van 38,1 miljard tengevolge van een aantal schuldooperaties die in 1984 en 1985 werden uitgevoerd.

Ik wil nog even duidelijk ontkennen dat de supplementaire ontsporing in de begrotingssituatie tijdens de eerste twee maanden van 1986 zou te wijten zijn, zoals sommige sprekers hebben gesuggereerd, enerzijds, aan de aanwending van voorlopige kredieten en, anderzijds, aan het uitblijven van de indiening van de Rijksmiddelenbegroting voor 1986.

Wat de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 zelf betreft, doe ik opmerken dat, op mijn uitspraak na — die door de heer Geens is voorgelezen en die ik inderdaad heb afgelegd naar aanleiding van de bespreking van de financierwet in de commissie voor de Financiën van de Senaat, toen ik heb gezegd dat met de politieke beslissingen in de maand februari een aanvang zou kunnen worden genomen, wat betekent dat de Rijksmiddelenbegroting had kunnen worden ingediend, vier, vijf à zes weken later, wat traditioneel zo gebeurt omdat men een technische vertaling moet doen van de maatregelen die men neemt in de begroting, wat dan einde maart, begin april had geweest —, ik in de Senaat steeds heb verklaard — dat was trouwens twee maanden geleden nog het geval in antwoord op een interpellatie van de heer de Wasseige —, dat het de maand mei zou worden. Toen we in januari in het Parlement hebben geantwoord op een interpellatie, en ook toen de interpellatie van de heer de Wasseige in verband met de evolutie en de stand van zaken met betrekking tot het opstellen van de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 in de maand februari aan de orde was, heb ik steeds verklaard dat het mei 1986 zou worden, alvorens het ons mogelijk zou zijn de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 in te dienen. Waarom? Om drie redenen. Eerst en vooral gaat het niet om een gewone Rijksmiddelenbegroting. In deze Rijksmiddelenbegroting zitten niet alleen de maatregelen voor 1986, maar zijn ook de maatregelen opgenomen voor 1987. Dit verklaart waarom wij inderdaad enige weken meer tijd nodig hebben dan ik oorspronkelijk had gedacht, mijnheer Geens, toen ik mijn verklaring heb afgelegd. U ziet hoe gevaarlijk het is verklaringen te doen nopens data of cijfers. Het is in dat verband geen « lacheding » minister van Begroting te zijn, want men heeft met niets anders te maken dan met vervaldata en cijfers.

Een tweede reden is — zo kom ik tot verschillende specifieke vragen die hier zijn gesteld — dat wij zeer voorzichtig moeten zijn bij het opmaken van de Rijksmiddelenbegroting 1986 met daarin de maatregelen voor 1987, juist wegens de internationale economische omstandigheden. Ik ben het honderd procent eens met de heer Basecq die heeft gewaarschuwd voor euforie of een zekere roes met betrekking tot de evolutie van de internationale economische omstandigheden. Het is niet door een verbeterde internationale economische conjunctuur dat de problemen van de openbare financiën zullen worden opgelost, integendeel. Wij moeten de evolutie van de dollarkoers, van de energieprijzen en de rentevoeten op een zeer voorzichtige manier inschatten. Van week tot week verschillen deze elementen. De dollarkoers van enige weken terug is niet meer de dollarkoers van vandaag. De energieprijzen van voor enkele weken, wij zullen maar even vanuit het standpunt van de consument en de automobilist spreken, zijn helemaal niet meer die welke wij momenteel kennen. De interestvoeten evolueren dag in dag uit. Wij moeten ter zake voorzieningen maken die wij moeten trachten te stelen op zeer vaste gronden, maar dit moet ook zeer voorzichtig gebeuren.

Met betrekking tot deze aangelegenheid, mijnheer de Voorzitter, werd gevraagd met welke uitgangspunten wij rekening houden in verband met de inflatie, de dollarkoers, de energieprijzen en de interestvoeten. De regering zal vrijdag aanstaande, tijdens de Ministerraad, definitief de cijfers vastleggen voor de begroting 1986 en de begroting 1987. Ik bedoel hier niet de uitgangspunten zoals de groei of de inflatie. Deze werden door de regering enkele weken geleden reeds vastgelegd. Ik bedoel de evolutie van de uitgaven, van de ontvangsten, het netto te financieren saldo voor 1986-1987 bij ongewijzigd beleid en de definitivering van de saneringsinspanningen die zullen moeten gebeuren.

Ik kan wel reeds antwoorden op de specifieke vragen die werden gesteld, zoals bijvoorbeeld, in welke mate rekening werd gehouden met de inflatie. Wij houden rekening met de inflatie van 2,5 pct. Dat maakt dat er tegenover de oorspronkelijke raming van de administratie, die een inflatievoet had verondersteld van 3,5 pct., een daling van de uitgaven is met 6 miljard.

Met betrekking tot de dollarkoers gaan wij uit van een voorzichtige hypothese.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Vice-Eerste minister, u heeft gezegd dat er ingevolge het verschil tussen de veronderstelde inflatie van 3,5 pct. en de 2,5 pct, inflatie waarmede nu rekening wordt gehouden, een daling van de uitgaven is van 6 miljard. Maar kunt u mij

ook zeggen wat de repercussie is aan de kant van de ontvangsten? Een daling van de inflatie heeft immers ook negatieve gevolgen voor de inkomsten.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik heb de cijfers van de ontvangsten niet bij mij, mijnheer Geens. Ik zou alleen maar improviseren wanneer ik nu cijfers zou citeren.

Mijnheer de Voorzitter, ik stel voor een schriftelijk antwoord te geven op deze vraag van de heer Geens. Hij zou eventueel ook een mondelinge of een schriftelijke vraag ter zake kunnen stellen. Het zou immers fout zijn hier te improviseren. Vrijdag zullen de minister van Financiën en ik het effect van de maatregelen op de kant van de ontvangsten bekendmaken.

Ik was echter aan het uitweiden over de kant van de uitgaven. U zal het mij niet ten kwade duiden dat ik als minister van Begroting meer interesse vertoon voor de uitgavenzijde. De ontvangsten interesseren mij vanzelfsprekend ook, zij bepalen immers mee het netto te financieren saldo.

Het tweede element is de dollarkoers, die wij zeer voorzichtig geraamd hebben op 50 frank. Dit betekent 7 miljard minder uitgaven dan oorspronkelijk door de administratie werd vooropgesteld. De minder-uitgaven wegens de daling van de energieprijzen hebben wij geschat op 15 miljard frank.

De heer De Bondt. — Welke olieprijs hebt u in aanmerking genomen, mijnheer de Vice-Eerste minister?

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Vierentwintig dollar per barrel, mijnheer De Bondt. Wij hebben voor alle elementen voorzichtige uitgangspunten genomen. Het is immers beter voorzichtige uitgangspunten te nemen en ernstig te saneren en daarbij nog het voordeel te hebben van de gunstige internationale economische ontwikkeling, dan, zoals in het verleden, om politieke redenen de ontvangsten op te blazen en de uitgaven te onderschatten om op het einde van het jaar het netto te financieren saldo met 60 à 80 miljard te overschrijden. De oppositie beschouwt dit wellicht als een kritiek op de vorige regering. Ik wil echter opmerken dat er in het verleden op dit vlak nog zwaardere misrekeningen werden gemaakt, nietwaar mijnheer de Wasseige? De begroting voor 1981 werd ingediend met een netto te financieren saldo van ongeveer 200 miljard, maar uitgevoerd met een netto te financieren saldo van 474 miljard. Van een misrekening gesproken!

Ik kom nu tot een volgend element, namelijk de interestvoet. In dit verband werd ook naar het uitgangspunt van de regering gevraagd. Dit zal vrijdag definitief door de regering worden vastgelegd, mijnheer Geens. Persoonlijk houd ik voor de rijksschuld van 1986 rekening met een te betalen interest van 437 miljard; ik stoel hiervoor op een interest van 9 pct. in 1986. Ook dat is een voorzichtig uitgangspunt, dat evenwel noodzakelijk is indien wij geen budgettaire avonturen meer willen beleven.

Dit is immers de tweede reden waarom wij voorzichtigheid aan den dag leggen en waarom het enkele weken langer duurt om de Rijksmiddelenbegroting in te dienen. Wij hebben namelijk met al deze elementen rekening willen houden, zowel met de evolutie van de dollar als met die van de energieprijzen en van de interesten.

De derde en belangrijkste reden waarom het hier niet gaat om een gewone Rijksmiddelenbegroting en waarom het indienen van de Rijksmiddelenbegroting langer op zich laat wachten dan ik enkele maanden geleden in het vooruitzicht had gesteld, is dat wij te zamen met het indienen van de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 een saneringsoperatie willen uitwerken ten bedrage van ongeveer 200 miljard. Het gaat hier dus niet om een gewone Rijksmiddelenbegroting voor 1986, waarin ook enkele maatregelen voor 1987 worden getroffen maar om een grote begrotingsoperatie, die in de algemene toelichting bij de begroting voor 1986 zal worden opgenomen, waardoor tientallen uitgavenmechanismen, onder meer in de sociale en de economische sector, in de sector van het onderwijs en op het vlak van de overheidsinvesteringen, zullen worden gewijzigd. Zo een operatie hebben wij in het verleden nog nooit meegemaakt. De algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 zal niet zomaar een opsomming geven van de evolutie van de uitgaven en ontvangsten en een omschrijving van de algemene beginselen met het oog op het indienen van het netto te financieren saldo, maar zij zal nauwkeurige gegevens bevatten over de tientallen uitgavenmechanismen die tijdens de komende weken en maanden zullen worden gewijzigd ten einde de 8 pct. te bereiken in 1987.

Dat is de reden, collega's, waarom het hier niet gaat om een «gewone» begroting, maar wel om een bijzondere Rijksmiddelenbegroting die ons eindelijk ertoe in staat moet stellen het uitgaventempo

te doorbreken en een aantal uitgavenmechanismen fundamenteel om te buigen om op die manier het probleem van de openbare financiën te beheersen en binnen bepaalde perken te houden.

De heer Chabert. — Gaat u met 200 miljard de 8 pct. van het BNP bereiken?

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Met die 200 miljard — het kan ook 195 of 205 worden, het is alleen maar een aanduiding over de grootte — zullen de interesten op de rijksschuld dalen door het feit dat niet alleen de nominale rente zal dalen, maar ook de reële rente. Waarom is de reële rente in België zo hoog, vergeleken met andere landen? Waarom bedraagt ze bij ons ongeveer 7 pct.? Om de eenvoudige reden dat wij een enorm overheidstekort hebben. Door het effect van de saneringsoperatie op de reële rente zal het mogelijk zijn de 410 miljard te bereiken of 8 pct. van het BNP. De detailgegevens hierover zullen vrijdag in de regering worden gefinaliseerd. Dit geldt zowel voor de evolutie van de uitgaven en de ontvangsten in 1986 en in 1987, als voor de definiëring van het netto te financieren saldo voor 1986 en voor 1987. Uit deze cijfers zal dan de concrete saneringsoperatie worden bekendgemaakt die via de Rijksmiddelenbegroting in de komende 20 maanden zal worden uitgevoerd. Dit gebeurt dus wel met enige vertraging, al was ik, zoals ik al eerder verklaard heb, in feite eerder ertoe in staat een ontwerp-begroting voor 1986 in te dienen, maar dat zou dan geen ernstige begroting zijn geweest. De saneringsmaatregelen zouden er niet voldoende in verwerkt zijn geweest, de evolutie van de internationale conjunctuur ook niet en evenmin de verschillende maatregelen die ook op 1987 slaan. Ik verkies een paar weken met de indiening van de Rijksmiddelenbegroting bij het Parlement te wachten, liever dan snel te werk te gaan met minder ernstige uitgangspunten. In de loop van de maand april zal de regering de nodige politieke beslissingen nemen met betrekking tot de saneringsoperatie 1986-1987 zodat twee à drie weken later de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 bij het Parlement zal worden ingediend. Ongeveer twee weken zullen volstaan om de politieke beslissingen technisch te vertalen, omdat ik nu reeds de opdracht voor een volledig raamwerk van de algemene toelichting bij de begroting 1986 heb gegeven.

Zoals reeds gezegd, verkies ik er enige weken langer over te doen, om een solide begroting op te maken; geen begroting die gebouwd is op drijfzand. De situatie waarin onze openbare financiën verkeren, permitteert ons zulks trouwens niet meer. In de komende 20 maanden moeten wij dit probleem van de openbare financiën oplossen. Dat kan slechts wanneer wij een ernstige begroting indienen.

De heer Van Ooteghem. — Betekent dit dat het vroeger niet ernstig gebeurde?

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Bij verschillende gelegenheden, zowel in de commissie als in de openbare vergadering van Kamer en Senaat heb ik de gelegenheid gehad om opmerkingen te maken over het begrotingsbeleid dat in het verleden werd gevoerd. Ik heb dat zeer duidelijk gedaan en ik ben altijd zeer open geweest.

De opmerking die u maakt, mijnheer Van Ooteghem, verandert niets aan de fundamentele vaststelling dat wij de Rijksmiddelenbegroting beter enkele weken later indienen, maar dan op een ernstige manier. In het verleden gebeurde dat dikwijls te snel door regeringen van verschillende signatuur. Als het dat is wat u graag hoort, ben ik graag bereid deze zin uit te spreken.

Er werden ook een aantal vragen gesteld en opmerkingen gemaakt in verband met de rijksschuld. In het regeerakkoord staat dat maatregelen die ter zake moeten worden genomen marktconform zullen zijn.

Er is een comité van deskundigen opgericht met als taak de regering te helpen om de interesten op de rijksschuld zo laag mogelijk te houden volgens marktconforme mechanismen. Dit initiatief moet worden toegejuicht.

Het vragen van voorlopige kredieten betekent in geen geval een verdere ontsporing van de openbare financiën. Integendeel, de jongste weken en maanden werden tientallen bewaarde maatregelen getroffen om nog verdere ontsporing te vermijden. Ik zal ze niet allemaal opsommen, maar er was de blokkering van de vastleggingen in december 1985, het annuleren van alle overdrachten van kredieten van 1985 naar 1986 — één van de fundamentele oorzaken van ontsporingen in het verleden. Ik zal het ook niet hebben over de regel die wij hebben aangenomen dat elk voorstel dat in de Ministerraad wordt ingediend en uitgaven meebrengt moet worden gecompenseerd door bezuinigingen op een ander begrotingsartikel, met aanduiding van dat begrotings-

artikel. Wij hebben nog een aantal andere zeer concrete maatregelen van bewarende aard getroffen.

Er is geen verdere ontsparing van de openbare financiën. Dit betekent niet dat in de jaren 1986 en 1987 geen zware saneringsoperatie moet plaatshebben om de doelstelling van 8 pct. in 1987 te bereiken.

Leden van de oppositie hebben gewezen op de meningsverschillen die over een aantal politieke problemen zouden bestaan bij de regering en bij de meerderheid. Het lijkt mij evident dat er in een coalitieregering al eens meningsverschillen bestaan tussen de coalitiepartners. Zoniet zouden wij zo snel mogelijk fusioneren en zou er maar één partij bestaan. Het lijkt mij nogal evident dat christen-democraten en liberalen over bepaalde punten soms een verschillende mening hebben.

Over één zaak kan ik u geruststellen. Bij de meerderheid bestaat er een eenheid van visie over de doelstellingen die ik daarjuist heb opgesomd. Men is het eens om een saneringsoperatie uit te voeren die structureel ingrijpt op de uitgavenmechanismen om in 1987 8 pct. te bereiken.

Het is maar goed dat in een democratie tussen de coalitiepartners al eens verschil van mening bestaat over een aantal punten van het te voeren beleid. Indien dat niet het geval mocht zijn, zou ik wel twijfels hebben over die democratie. Er is evenwel geen meningsverschil over de noodzaak om de 8 pct. te bereiken in 1987, daarvoor een grote bezuinigingsoperatie te doen, daarover te beslissen in de maand april en met het oog daarop een aantal structurele uitgavenmechanismen te wijzigen. Op die manier zullen wij de hypotheek van 5 474 miljard die op 28 februari 1986 op de toekomstige generatie van ons land weegt, eindelijk lichten. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. Des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986 sont ouverts, à savoir :

Au ministère des Finances, pour la dette publique :

- a) Dépenses courantes : 136 642 000 000 de francs;
- b) Dépenses de capital : 185 000 000 de francs;
- c) Amortissement de la dette publique : 26 231 000 000 de francs.

Au ministère des Finances, pour les dotations :

- a) Dépenses courantes : 1 106 700 000 francs;
- b) Dépenses de capital : 49 400 000 francs.

Au Premier ministre :

- a) Dépenses courantes : 418 800 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 151 000 000 de francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 1 743 400 000 francs.

Au Premier ministre, pour le service des pensions : 25 000 francs.

Au ministère de la Justice :

- a) Dépenses courantes : 5 331 500 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 51 900 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 7 500 000 francs.

Au ministère de la Justice, pour le service des pensions : 1 200 000 francs.

Au ministère de l'Intérieur :

- a) Dépenses courantes : 23 199 800 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 120 900 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 28 500 000 francs.

Au ministère de l'Intérieur, pour le service des pensions : 250 000 francs.

Au ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement :

- a) Dépenses courantes :
 - Crédits non dissociés : 6 582 000 000 de francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 137 300 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 1 530 100 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 7 200 000 francs.

Au ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, pour le service des pensions : 2 400 000 francs.

Au ministère de la Défense nationale :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 19 401 000 000 de francs;
- Crédits d'ordonnancement : 6 362 700 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 36 400 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 991 200 000 francs.

Au ministère de la Défense nationale :

Pour la gendarmerie :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 4 016 300 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 18 800 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 41 200 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 95 000 000 de francs.

Pour le service des pensions : 100 000 francs.

Au ministère de l'Agriculture :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 2 473 000 000 de francs;
- Crédits d'ordonnancement : 18 800 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 265 200 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 22 900 000 francs.

Au ministère de l'Agriculture, pour le service des pensions : 50 000 francs.

Au ministère des Affaires économiques :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 6 595 000 000 de francs;
- Crédits d'ordonnancement : 218 600 000 francs.

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 3 150 900 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 218 600 000 francs.

Au ministère des Affaires économiques, pour le service des pensions : 500 000 francs.

Au ministère des Classes moyennes :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 1 800 000 000 de francs;
- Crédits d'ordonnancement : 1 400 000 francs.

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 100 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 590 800 000 francs.

Au ministère des Classes moyennes, pour le service des pensions : 3 675 675 000 francs.

Au ministère des Communications :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 20 342 600 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 6 881 200 000 francs.

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 2 694 300 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 6 881 200 000 francs.

Au ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 4 334 800 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 100 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 590 800 000 francs.

Au ministère des Travaux publics :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 16 971 200 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 5 500 000 francs;

b) Dépenses de capital :

- Crédits non dissociés : 3 416 100 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 6 088 500 000 francs;

c) Amortissement de la dette publique : 6 952 500 000 francs.

Au ministère de l'Emploi et du Travail :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 22 808 600 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 4 500 000 francs.

Au ministère de l'Emploi et du Travail, pour le service des pensions : 250 000 francs.

Au ministère de la Prévoyance sociale :

a) Dépenses courantes :

- Crédits non dissociés : 36 990 700 000 francs;
- Crédits d'ordonnancement : 1 500 000 francs.

Au ministère de la Prévoyance sociale, pour le service des pensions : 16 941 775 000 francs.

Sur le budget de l'Education nationale, secteur commun :

Aux ministres de l'Education nationale :

- a) Dépenses courantes : 1 192 000 000 de francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 3 200 600 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 34 100 000 francs.

Au ministre de l'Education nationale, régime néerlandais :

- a) Dépenses courantes : 37 446 800 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 145 000 000 de francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 121 400 000 francs.

Au ministre de l'Education nationale, régime français :

- a) Dépenses courantes : 30 008 200 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 119 400 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 171 500 000 francs.

Sur le budget des Affaires culturelles communes :

Aux ministres de l'Education nationale :

- a) Dépenses courantes : 361 100 000 francs;
- b) Dépenses de capital : 15 600 000 francs.

Au ministère de l'Education nationale, régime néerlandais, pour le service des pensions : 650 000 francs.

Au ministère de l'Education nationale, régime français, pour le service des pensions : 525 000 francs.

Au ministère de la Santé publique :

- a) Dépenses courantes : 9 982 900 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 848 100 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 460 700 000 francs.

Au ministère de la Santé publique, pour le service des pensions : 1 114 275 000 francs.

Au ministère des Finances :

- a) Dépenses courantes :
 - Crédits non dissociés : 8 911 400 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 4 000 000 de francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés : 3 074 300 000 francs;
 - Crédits d'ordonnancement : 164 400 000 francs.

Au ministère des Finances, pour le service des pensions : 20 454 450 000 francs.

Budget des Dotations aux communautés et aux régions:

- a) Dépenses courantes : 19 486 100 000 francs;
- b) Dépenses de capital : 10 472 100 000 francs.

Dépenses culturelles — Education nationale — secteur français :

- a) Dépenses courantes : 403 600 000 francs;
- b) Dépenses de capital : 50 000 000 de francs.

Dépenses culturelles — Education nationale — secteur néerlandais :

- a) Dépenses courantes : 693 300 000 francs;
- b) Dépenses de capital : 8 300 000 francs.

Dépenses culturelles — Education nationale — Deutsche Gemeinschaft :

- a) Dépenses courantes : 4 400 000 francs.

Sur le budget de la Région bruxelloise :

Au ministre et aux secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise :

- a) Dépenses courantes :
 - Crédits non dissociés et crédits d'ordonnancement : 881 500 000 francs;
- b) Dépenses de capital :
 - Crédits non dissociés et crédits d'ordonnancement : 815 000 000 de francs.

Artikel 1. Voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1986, zijn geopend ten behoeve van :

Het ministerie van Financiën, voor de rijksschuld :

- a) Lopende uitgaven : 136 642 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 185 000 000 frank;
- c) Aflossingen van de rijksschuld : 26 231 000 000 frank.

Het ministerie van Financiën, voor de dotatiën :

- a) Lopende uitgaven : 1 106 700 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 49 400 000 frank.

De Eerste minister :

- a) Lopende uitgaven : 418 800 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 151 100 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 1 743 400 000 frank.

De Eerste minister, voor de dienst van pensioenen : 25 000 frank.

Het ministerie van Justitie :

- a) Lopende uitgaven : 5 331 500 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 51 900 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 7 500 000 frank.

Het ministerie van Justitie, voor de dienst van pensioenen : 1 200 000 frank.

Het ministerie van Binnenlandse Zaken :

- a) Lopende uitgaven : 23 199 800 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 120 900 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 28 500 000 frank.

Het ministerie van Binnenlandse Zaken voor de dienst van pensioenen : 250 000 frank.

Het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 6 582 000 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 137 300 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 1 530 100 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 7 200 000 frank.

Het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, voor de dienst van pensioenen : 2 400 000 frank.

Het ministerie van Landsverdediging :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 19 401 000 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 6 362 700 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 36 400 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 991 200 000 frank.

Het ministerie van Landsverdediging :

Voor de rijkswacht :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 4 016 300 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 18 800 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 41 200 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 95 000 000 frank.

Voor de dienst van pensioenen : 100 000 frank.

Het ministerie van Landbouw :

- a) Lopende uitgaven : 2 473 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 265 200 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 22 900 000 frank.

Het ministerie van Landbouw, voor de dienst van pensioenen : 50 000 frank.

Het ministerie van Economische Zaken :

- a) Lopende uitgaven : 6 595 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 3 150 900 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 218 600 000 frank.

Het ministerie van Economische Zaken, voor de dienst van pensioenen : 500 000 frank.

Het ministerie van Middenstand :

- a) Lopende uitgaven : 1 800 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 1 400 000 frank.

Het ministerie van Middenstand, voor de dienst van pensioenen : 3 675 675 000 frank.

Het ministerie van Verkeerswezen :

- a) Lopende uitgaven : 20 342 600 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 2 694 300 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 6 881 200 000 frank.

De minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie :

- a) Lopende uitgaven : 4 334 800 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 100 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 590 800 000 frank.

Het ministerie van Openbare Werken :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 16 971 200 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 5 500 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 3 416 100 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 6 088 500 000 frank;
- c) Aflossingen van de rijksschuld : 6 952 500 000 frank.

Het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid :

- a) Lopende uitgaven : 22 808 600 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 4 500 000 frank.

Het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, voor de dienst van pensioenen : 250 000 frank.

Het ministerie van Sociale Voorzorg :

- a) Lopende uitgaven : 36 990 700 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 1 500 000 frank.

Het ministerie van Sociale Voorzorg, voor de dienst van pensioenen : 16 941 775 000 frank.

Op de begroting van Nationale Opvoeding, gemeenschappelijke sector :

De ministers van Onderwijs :

- a) Lopende uitgaven : 1 192 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 3 200 600 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 34 100 000 frank.

De minister van Onderwijs, Nederlands regime :

- a) Lopende uitgaven : 37 446 800 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 145 000 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 121 400 000 frank.

De minister van Onderwijs, Frans regime :

- a) Lopende uitgaven : 30 008 200 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 119 400 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 171 500 000 frank.

Op de begroting der Gemeenschappelijke Culturele Zaken :

De ministers van Onderwijs :

- a) Lopende uitgaven : 361 100 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 15 600 000 frank.

Het ministerie van Onderwijs, Nederlandstalig regime, voor de dienst van pensioenen : 650 000 frank.

Het ministerie van Onderwijs, Franstalig regime, voor de dienst van pensioenen : 525 000 frank.

Het ministerie van Volksgezondheid :

- a) Lopende uitgaven : 9 982 900 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 848 100 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 460 700 000 frank.

Het ministerie van Volksgezondheid, voor de dienst van pensioenen : 1 114 275 000 frank.

Het ministerie van Financiën :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 8 911 400 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 4 000 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten : 3 074 300 000 frank;
 - Ordonnanceringskredieten : 164 400 000 frank.

Het ministerie van Financiën, voor de dienst van pensioenen : 20 454 450 000 frank.

Begroting van dotaties aan de gemeenschappen en aan de gewesten :

- a) Lopende uitgaven : 19 486 100 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 10 472 100 000 frank.

Culturele uitgaven — Nationale Opvoeding — Franse sector :

- a) Lopende uitgaven : 403 600 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 50 000 000 frank.

Culturele uitgaven — Nationale Opvoeding — Nederlandse sector :

- a) Lopende uitgaven : 693 300 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven : 8 300 000 frank.

Culturele uitgaven — Nationale Opvoeding — deutsche Gemeinschaft :

- a) Lopende uitgaven : 4 400 000 frank.

Op de begroting van het Brussels Gewest :

De minister en de staatssecretarissen van het Brussels Gewest :

- a) Lopende uitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten en ordonnanceringskredieten : 881 500 000 frank;
- b) Kapitaaluitgaven :
 - Niet-gesplitste kredieten en ordonnanceringskredieten : 815 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Les crédits provisoires, alloués par la présente loi, ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses de capital nouvelles non autorisées antérieurement par le législateur.

Exception est toutefois faite en ce qui concerne les dépenses effectuées en vertu de l'article 8 de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer.

Art. 2. De bij deze wet verleende voorlopige kredieten mogen niet aangewend worden tot nieuwe lopende en kapitaaluitgaven, vroeger niet toegelaten door de wetgevende macht.

Uitzondering wordt nochtans gemaakt voor de uitgaven die worden gedaan krachtens artikel 8 van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du titre IV du tableau annexé aux lois contenant les budgets des Affaires économiques, des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement et de l'Agriculture de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de :

Affaires économiques :

Dépenses courantes : 1 082 600 000 francs;

Dépenses de capital : 387 900 000 francs.

Affaires étrangères : 720 000 francs.

Agriculture : 1 120 000 000 francs.

Art. 3. Met betrekking tot artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begrotingen van Economische Zaken, Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en Landbouw voor 1985 worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van :

Economische Zaken :

Lopende uitgaven : 1 082 600 000 frank;

Kapitaaluitgaven : 387 900 000 frank.

Buitenlandse Zaken : 720 000 frank.

Landbouw : 1 120 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.03.A — Fonds de solidarité nationale — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget des Affaires économiques de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de :

Dépenses courantes : 10 210 900 000 francs;

Dépenses de capital : 856 000 000 de francs.

Art. 4. Met betrekking tot artikel 60.03.A — Nationaal Solidariteitsfonds — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van :

Lopende uitgaven : 10 210 900 000 frank;

Kapitaaluitgaven : 856 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.04.A — Fonds de rénovation industrielle — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget des Affaires économiques de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de :

Dépenses courantes : 585 900 000 francs;

Dépenses de capital : 800 000 000 de francs.

Le montant précité des autorisations d'engagement pour les dépenses de capital est majoré de 1 200 millions de francs, représentant le produit au 31 décembre 1985 des remboursements effectués par les sociétés publiques d'investissement.

Art. 5. Met betrekking tot artikel 60.04.A — Fonds voor Industriële Vernieuwing — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van :

Lopende uitgaven : 585 900 000 frank;

Kapitaaluitgaven : 800 000 000 frank.

Het voormeld bedrag van de vastleggingsmachtigingen voor de kapitaaluitgaven wordt verhoogd met 1 200 miljoen, zijnde de opbrengst op 31 december 1985 van de terugstorting verricht door de openbare investeringsmaatschappijen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 66.05.A — Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre de traitement de l'information — Service des études et de la documentation — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de 1985 sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 104 300 000 francs.

Art. 6. Met betrekking tot artikel 66.05.A — Speciaal Fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor informatieverwerking — Dienst studies en documentatie — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 104 300 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 66.10.A — Fonds destiné à l'octroi de subventions et d'avances récupérables pour la fabrication de prototypes et pour les recherches de technologie avancée — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget

du ministère des Affaires économiques de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 401 600 000 francs.

Art. 7. Met betrekking tot artikel 66.10.A — Fonds bestemd tot het toekennen van subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de vervaardiging van prototypes en voor navorsingen inzake gevorderd technologisch onderzoek — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 401 600 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.02.A — Fonds du Commerce extérieur — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 178 500 000 francs.

Art. 8. Met betrekking tot artikel 60.02.A — Fonds van de Buitenlandse Handel — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 178 500 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.58.B — Fonds de la Coopération au Développement — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 1 800 000 000 de francs.

Art. 9. Met betrekking tot artikel 60.58.B — Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 1 800 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.54.A — Fonds ouvert dans le cadre de l'aide alimentaire en céréales — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 206 800 000 francs.

Art. 10. Met betrekking tot het artikel 60.54.A — Fonds opgericht in het kader van de voedselhulp in graangewassen — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 206 800 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 66.60.B — Fonds de survie tiers monde — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 472 000 000 de francs.

Art. 11. Met betrekking tot het artikel 66.60.B. — Overlevingsfonds derde wereld — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 472 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Le ministre des Travaux publics est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place de la prise en charge par l'Etat des travaux de réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général en exécution de la loi du 6 juillet 1948.

Ces engagements pourront porter pendant les six premiers mois de 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 32 000 000 de francs.

Art. 12. De minister van Openbare Werken wordt ertoe gemachtigd namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van het ten laste nemen door de Staat van de werken tot herstelling van de oorlogsschade aan de goederen noodzakelijk voor openbare dienst of voor het nastreven van een doel van algemeen nut, ter uitvoering van de wet van 6 juli 1948.

Die verbintenissen mogen gedurende de eerste zes maanden van 1986 slaan op een leningstotaal van ten hoogste 32 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Le ministre de la Santé publique est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les six premiers mois de 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 25 300 000 francs.

Art. 13. De minister van Volksgezondheid wordt ertoe gemachtigd namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte besturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Die verbintenissen mogen gedurende de eerste zes maanden van 1986 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 25 300 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Des autorisations d'engagement se rapportant à l'article 60.02.A. — Fonds destiné à assurer le maintien et le développement de la marine marchande et de la pêche maritime — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget du ministère des Communications de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 2 560 000 000 de francs.

Art. 14. Met betrekking tot artikel 60.02.A — Fonds bestemd voor het in stand houden en het uitbreiden van de koopvaardij en van de vissersvloot — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986 vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van 2 560 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales est autorisé à prendre l'engagement de payer, à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux et se rapportant aux établissements dans le secteur des matières personnalisables qui relèvent dans la Région bruxelloise de la compétence du Parlement national et du gouvernement national.

Ces engagements pourront porter pendant les six premiers mois de 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 126 600 000 francs.

Art. 15. Het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen wordt gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen en die betrekking hebben op de instellingen in de sector van de persoonsgebonden materies die in het Brusselse Gewest tot de bevoegdheid van het Nationale Parlement en de nationale regering behoren.

Deze verbintenissen mogen gedurende de eerste zes maanden van 1986 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 126 600 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Le ministre de la Santé publique est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle et se rapportant aux établissements dans le secteur des matières personnalisables qui relèvent dans la Région bruxelloise de la compétence du Parlement national et du gouvernement national.

Ces engagements pourront porter pendant les six premiers mois de 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 71 800 000 francs.

Art. 16. De minister van Volksgezondheid wordt ertoe gemachtigd, namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan en die betrekking hebben op de instellingen in de sector van de persoonsgebonden materies die in het Brusselse Gewest tot de bevoegdheid van het Nationale Parlement en de nationale regering behoren.

Deze verbintenissen mogen gedurende de eerste zes maanden van 1986 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 71 800 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Des autorisations nouvelles d'engagement se rapportant à l'article 60.01.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget de la Région bruxelloise de 1985, sont accordées pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de :

a) Opérations courantes :

— Secteur « Affaires économiques » : 150 000 000 de francs;

— Secteur « Classes moyennes » : 175 000 000 de francs;

b) Opérations de capital :

— Secteur « Affaires économiques » : 225 000 000 de francs;

— Secteur « Classes moyennes » : 75 000 000 de francs;

— Secteur « Travaux publics » : 75 000 000 de francs.

Art. 17. Met betrekking tot het artikel 60.01.A — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het Brusselse Gewest voor 1985, worden voor de eerste zes maanden van 1986, vastleggingsmachtigingen verleend tot beloop van :

a) Lopende verrichtingen :

— Sector « Economische Zaken » : 150 000 000 frank;

— Sector « Middenstand » : 175 000 000 frank;

b) Kapitaalverrichtingen :

— Sector « Economische Zaken » : 225 000 000 frank;

— Sector « Middenstand » : 75 000 000 frank;

— Sector « Openbare Werken » : 75 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. Le ministre ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les six premiers mois de 1986 sur un volume de prêts ne dépassant pas 148 500 000 francs pour les Travaux publics et 142 500 000 francs pour la Santé publique.

Art. 18. De bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brusselse Gewest wordt ertoe gemachtigd, namens de Staat, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de gewestelijke en lokale openbare besturen, van de interest en de aflossing binnen een termijn van ten hoogste dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen gedurende de eerste zes maanden van 1986 slaan op een leningentotaal van ten hoogste 148 500 000 frank voor Openbare Werken en 142 500 000 frank voor Volksgezondheid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 19. Le ministre de la Région bruxelloise ou le secrétaire d'Etat compétent est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, au Crédit communal de Belgique, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés à la Société de développement régional de Bruxelles en vue de l'acquisition de terrains et d'immeubles.

Ces engagements pourront porter, pendant les six premiers mois de 1986, sur un volume de prêts ne dépassant pas 95 000 000 de francs.

Art. 19. De minister van het Brusselse Gewest of de bevoegde staatssecretaris wordt ertoe gemachtigd, namens de Staat de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan het Gemeentekrediet van België, van de intresten en de aflossing, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van de leningen toegestaan aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel, met het oog op de verwerving van terreinen en gebouwen.

Deze verbintenissen mogen, tijdens de eerste zes maanden van 1986, gaan tot een totaal aan leningen dat niet meer mag belopen dan 95 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Le ministre de ou le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise compétent peut autoriser la Société nationale du logement à souscrire des engagements pendant les six premiers mois de 1986 à concurrence de 250 000 000 de francs.

Art. 20. De bevoegde minister van of de staatssecretaris voor het Brusselse Gewest wordt ertoe gemachtigd de Nationale Maatschappij voor de huisvesting toe te laten verbintenissen aan te gaan, tijdens de eerste zes maanden van 1986, tot beloop van 250 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 21. Une autorisation d'engagement se rapportant à l'article 60.07.A — Fonds spécial destiné à accorder aux communes bruxelloises qui ont accès au Fonds d'aide institué par l'arrêté royal n° 208, une ristourne en intérêts de 2 p.c. — du titre IV du tableau annexé à la loi contenant le budget de la Région bruxelloise de 1985, est accordée pour les six premiers mois de 1986 à concurrence de 572 300 000 francs.

Art. 21. Met betrekking tot artikel 60.07.A — Bijzonder Fonds bestemd om een ristorno van 2 pct. in interest toe te kennen aan de Brusselse gemeenten die toegang krijgen tot het Hulpfonds opgericht door het koninklijk besluit nr. 208 — van titel IV van de tabel gevoegd bij de wet houdende de begroting van het Brusselse Gewest voor 1985, wordt voor de eerste zes maanden van 1986 een vastleggingsmachtiging verleend tot beloop van 572 300 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 22. Tout engagement à prendre, en vertu des articles 3 à 14, 16 à 19 et 21 de la présente loi, est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le dix de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé, et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Art. 22. Elke verbintenis aan te gaan krachtens de artikelen 3 tot en met 14, 16 tot en met 19 en 21, wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Vóór de tiende van iedere maand legt de controleur van de vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die eensdeels het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand geviséerd werden sinds het begin van het jaar.

— Adopté.

Aangenomen.

Disposition finale

Art. 23. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1986.

Slotbepaling

Art. 23. Deze wet treedt in werking op 1 april 1986.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen deze namiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Je vous propose d'interrompre nos travaux pour les reprendre cet après-midi à 14 heures, par le vote d'amendements présentés au projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, qui ont été examinés hier soir, et par le vote du projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986. Nous nous prononcerons également sur les motions déposées en conclusion des interpellations développées la semaine dernière par M. de Wasseige et par M. Moureaux.

Ik stel u voor na de stemmingen de bespreking aan te vatten van het 2° van artikel 1 van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Daarover zijn meerdere sprekers ingeschreven. (Instemming.)

De Senaat vergadert dus opnieuw deze namiddag te 14 uur.

Le Sénat se réunira donc cet après-midi à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 12 u. 10 m.)

(La séance est levée à 12 h 10 m.)